

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 167****17 février 2003****SOMMAIRE**

Absolute Ventures S.C.A., Luxembourg . . . . .	7999	IMI Finance Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	7984
Absolute Ventures S.C.A., Luxembourg . . . . .	8003	IMI Finance Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	7985
Alimenta Holding S.A., Luxembourg . . . . .	8004	International Radio Control S.A., Luxembourg . . .	8006
Arsan Holding, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	7996	Internationale de Développement Financier S.A., Luxembourg . . . . .	8015
Arsan Holding, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	7999	Jardin de Jade, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	8004
Atlantic S.A., Luxembourg-Kirchberg . . . . .	7991	Kunzit S.A., Luxembourg . . . . .	8016
Atlantic S.A., Luxembourg-Kirchberg . . . . .	7993	LRI-IndexProFonds . . . . .	7970
AustralAsia Storage Equities S.A., Luxembourg . .	8010	Luxemburger Investitions-Gruppe Holding A.G., Luxembourg . . . . .	8009
Carrosserie Muehlen & Cie, S.à r.l., Ehlerange . . .	8004	Madison Jeux, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	8008
CHM Consulting High Management S.A., Luxem- bourg . . . . .	8009	Navira S.A., Grevenmacher . . . . .	7994
Clavita S.A., Luxembourg . . . . .	8012	Navira S.A., Grevenmacher . . . . .	7995
Clavita S.A., Luxembourg . . . . .	8012	Nikko Futures Fund . . . . .	7971
Coficap S.A.H., Luxembourg . . . . .	8014	Nikko Prime Select Fund . . . . .	7976
Cotrachim S.A., Compagnie de Transports Chi- miques S.A., Grevenmacher . . . . .	7993	Oil International Holding S.A., Ehnen . . . . .	7995
Cotrachim S.A., Compagnie de Transports Chi- miques S.A., Grevenmacher . . . . .	7994	Orco Hotel Group S.A., Luxembourg . . . . .	8008
Cregem Conseil Luxembourg S.A.H., Luxem- bourg . . . . .	8007	Orco Property Group S.A., Luxembourg . . . . .	8004
EGN B.V., Amsterdam . . . . .	8011	Panalpina Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	8013
Equant SAS, Courbevoie . . . . .	8012	Peinture Jung, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	8003
Eucalyptus S.A.H., Luxembourg . . . . .	8014	Pictet Fixed Income Fund, Sicav, Luxembourg . . .	7995
Euro & Currency Open . . . . .	8014	Sanico, S.à r.l., Belvaux . . . . .	7995
Euro Partner S.A., Luxembourg . . . . .	8009	Schemel, S.à r.l., Schengen . . . . .	7970
Expansia Europa S.A., Luxembourg . . . . .	8011	Société Anonyme Immobilière A.G., Luxem- bourg . . . . .	7970
Expansia International S.A.H., Luxembourg . . . . .	8010	Société Anonyme Immobilière A.G., Luxem- bourg . . . . .	7971
Florella Holding S.A. . . . .	8013	Sodefi S.A.H., Luxembourg . . . . .	8006
GAMAX Management AG, Luxembourg . . . . .	7983	Sodefi S.A.H., Luxembourg . . . . .	8006
Goeland Croissance, Sicav, Luxembourg . . . . .	8016	Sogelife S.A., Luxembourg . . . . .	8011
H.B.S. S.A.H., Luxembourg . . . . .	8005	Soparlu Holding S.A., Luxembourg . . . . .	8015
H.C.A. S.A.H., Luxembourg . . . . .	8005	Suco S.A., Luxembourg . . . . .	8014
Him-Racing-Kart, S.à r.l., Roeser . . . . .	7996	Sunflower Montessori Crèche, S.à r.l., Luxem- bourg . . . . .	8005
Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, Esch-sur- Alzette . . . . .	7988	Suridam Holding S.A., Luxembourg . . . . .	8008
I-Corp S.A., Luxembourg . . . . .	8007	Suridam Holding S.A., Luxembourg . . . . .	8008
I-Corp S.A., Luxembourg . . . . .	8007	Titane Finances S.A., Luxembourg . . . . .	7985
I.V.Engineering Luxembourg S.A., Luxembourg . .	8003	TriIDM Wroclaw, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	8013
Illor I S.A., Luxembourg . . . . .	8010	VMR Top Select Fund . . . . .	8013
Illor II S.A., Luxembourg . . . . .	8010	Welilux, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	8005

**SCHEMEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5445 Schengen, 58, Waistrooss.  
R. C. Luxembourg B 71.682.

*Assemblée Générale Extraordinaire et Statutaire du 11 décembre 2001*

L'associé de la société a décidé de convertir le capital social de LUF en EUR au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 500.000,- soit établi à EUR 12.394,68.

La conversion s'applique avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le capital social est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit cents (EUR 12.394,68) représenté par 50 parts sociales de EUR 247,89 chacune entièrement libérées.

Schengen, le 11 décembre 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2002, vol. 570, fol. 6, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04866/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

**LRI-IndexProFonds, Fonds Commun de Placement.***Änderungsbeschluss des Sonderreglements des Sondervermögens*

Die LRI FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (die «Verwaltungsgesellschaft») hat mit Zustimmung der LANDES-BANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A. (die «Depotbank») beschlossen, Artikel 3 - Fondswährung, Bewertung, Bewertungstag, Einstellung der Berechnung des Anteilwertes, Ausgabe und Rücknahme von Anteilen - Nr. 5 Abs. 1 Satz 1 des Sonderreglements zu dem Sondervermögen LRI-IndexProFonds zu ändern.

Dieser lautet künftig wie folgt:

«Die Erstausgabe der Anteile erfolgt vom 14. Januar 2003 bis einschliesslich 14. Februar 2003, um 12.00 Uhr.»

Die vorstehende Änderung tritt am Tag der Unterzeichnung dieses Änderungsbeschlusses in Kraft.

Dieser Änderungsbeschluss wurde in vier Exemplaren ausgefertigt.

Luxemburg, den 14. Januar 2003.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2003, vol. 579, fol. 5, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05099/250/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R. C. Luxembourg B 41.571.

L'an deux mille deux, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE A.G., avec siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 41.571,

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 8 octobre 1992, publié au Mémorial C numéro 628 du 30 décembre 1992, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 4 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 523 du 4 avril 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Didier Kirsch, expert-comptable, demeurant à F-Thionville, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Karin Reuter, employée privée, demeurant à L-Contern.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur François Karolyi, diplômé d'études supérieures en fiscalité de l'entreprise, demeurant à L-Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Réduction du capital social de € 6.400.000,- pour le ramener de son montant actuel de € 7.270.000,- à € 870.000,- par remboursement aux actionnaires au prorata de leur taux de détention dans le capital social de la société, et annulation de deux cent cinquante-six mille (256.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- €) chacune.

2) Réduction du nombre d'actions à concurrence de 256.000 actions, pour le ramener du nombre actuel de 290.800 actions à 34.800 actions d'une valeur nominale de € 25,- chacune.

3) Modification de l'article 3 des statuts pour le mettre en concordance avec ce qui précède.

4) Divers.

II. Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les mandataires.

III. Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le capital social à concurrence de six millions quatre cent mille Euros (6.400.000,- €) pour le porter de son montant actuel de sept millions deux cent soixante-dix mille Euros (7.270.000,- €) à huit cent soixante-dix mille Euros (870.000,- €), par remboursement aux actionnaires et qui ne pourra se faire aux actionnaires que suivant disposition de l'article 69 de la loi sur les sociétés, et par annulation de deux cent cinquante-six mille (256.000) actions, pour le ramener de son nombre actuel de deux cent quatre-vingt-dix mille huit cents (290.800) actions à trente-quatre mille huit cents (34.800) actions.

Le Conseil d'Administration est mandaté et chargé de l'exécution de cette résolution.

*Deuxième résolution*

A la suite des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 3, alinéa premier, des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à huit cent soixante-dix mille Euros (870.000,- €) représenté par trente-quatre mille huit cents (34.800) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- €) chacune.»

*Coût*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués approximativement à 1.000,- Euros.

Plus rien ne figurant la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec Nous, notaire, le présent acte, n'ayant demandé à signer aucun autre actionnaire.

Signé: D. Kirsch, K. Reuter, F. Karolyi, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2003, vol. 137S, fol. 75, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2003.

J.-P. Hencks.

(09500/216/59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2003.

**SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 41.571.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 30 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Hencks.

(09497/216/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2003.

**NIKKO FUTURES FUND, Fonds Commun de Placement.**

MANAGEMENT REGULATIONS

**1) The Fund**

NIKKO FUTURES FUND (hereinafter referred to as the «Fund») organised in and under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund («fonds commun de placement») is an unincorporated co-ownership of its securities and other permitted assets (hereinafter referred to as «securities»), managed in the interest of its co-owners Unit-holder by TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereinafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg.

The Fund is organised under the law of July 19, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The assets of the Fund, which are held in custody by NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. (hereinafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and from those of other funds managed by the Management Company.

The Fund is a wholly owned subsidiary of a Luxembourg domiciled Fund named NIKKO PRIME SELECT FUND (hereinafter referred to as the «Unit-holder»).

By the acquisition of Units of the Fund, any Unit-holder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the Unit-holder, the Management Company and the Custodian.

## 2) The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unit-holder by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 5 hereafter, on behalf of the Unit-holder, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company (hereinafter the «Board of Directors») shall determine the investment policy of the Fund within the restrictions set forth in Article 5 hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint under its overall control and responsibility a general manager or managers or investment advisers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

## 3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian.

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon three months written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations.

Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the Unit-holder. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Fund to the new Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Articles 16 (1), (3) and (4), 17 (1) and 17 (2) a), c), d) and e) of the law of March 30, 1988 on collective investment undertakings.

The Custodian may hold assets as a fiduciary in accordance with the provisions of the grand ducal decree of July 19, 1983 on fiduciary contracts entered into by Luxembourg banks.

The Custodian may, under its responsibility, entrust banks and financial institutions with the custody of the securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents provided such instructions conform with these Management Regulations and the provisions of law.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

## 4) Investment policy

All references in this management regulations to Futures are to futures contracts, options on futures contracts, options on cash instruments, spot and forward contracts, and other derivative instruments on currencies, bonds, notes, interest rates, commodities, stocks, all their indices and other indices traded on organized markets.

The Fund's objective is to achieve for its Unit-holders long-term capital appreciation by trading in Futures.

The Fund will enter into Futures contracts traded only on organised markets determined from time to time by the Management Company.

A number of professional trading advisers, usually a minimum of three (hereinafter referred to as the «Trading Advisers»), will be given by the Management Company under the responsibility of the Custodian a limited power of attorney to each trade a portion of the assets of the Fund on behalf of the Fund on the Fund's accounts with the Futures Broker (as defined thereafter) («Trading Accounts»). Each of the Trading Accounts has respectively a specified nominal account size (defined as «Nominal Account Size» below) which will be financed by a portion of the Fund's assets for use as margin deposits. The remaining portion of the assets of the Fund which are not immediately required as margin deposits, payment for premiums, settlement or Trading Adviser fees will be maintained in an account with the Futures Broker as a liquidity reserve and will earn interest at customary rates.

The Trading Advisers commonly spread exposure risk by trading a diverse portfolio of Futures, however, Trading Advisers with a specialised trading area may also be used. The Trading Advisers will use different methods and models to trade these markets thereby adding an extra degree of risk diversification to the investment portfolio.

The Management Company is responsible for approving the appointment and the monitoring of the various Trading Advisers and for assuring compliance by the Trading Advisers, on an overall basis, with the Investment Restrictions and if, at any time, the Fund, on an overall basis, is not in compliance with the Investment Restrictions, the Management Company shall forthwith give instructions to one or more Trading Advisers to take action necessary to restore compliance.

The list of Trading Advisors selected at any time by the Management Company is available for inspection by the Unit-holders at the offices of the Management Company in Luxembourg.

## 5) Investment restrictions

By acquiring Units in the Fund, the Unit-holder approves and fully accepts that the Management Regulations shall govern his relationship with the Management Company and the Custodian.

Subject to the approval of the Custodian, these Management Regulations may be amended by the Management Company in whole or in part, in which case the Unit-holder will be informed by mail.

Amendments will become effective on the day of their publication in the Mémorial.

The Management Company or its appointed agents shall comply with the restrictions set forth hereafter:

i) The Fund may only enter into Futures contracts dealt in on an organised market.

Futures contracts underlying options must also comply with this condition.

The Fund may also enter into forward foreign exchange contracts with highly rated financial institutions specialized in this kind of transactions through the inter-bank market.

ii) The Fund may not enter into commodity contracts other than Futures on commodity contracts. The Hold may however acquire, spot and forward, precious metals cash settlement contracts which are negotiable on an organised market.

iii) The Fund may only acquire or sell call and put options which are dealt in on an organised market.

iv) The Fund must ensure a judicious spread of investment risks by sufficient diversification.

v) The Fund may not hold an open position in any single Futures contract nor forward foreign exchange contracts for which the margin requirement, respectively the commitments, represents 5 % or more of its net assets. This rule also applies to open positions resulting from options written.

vi) Premiums paid to acquire options outstanding having identical characteristics may not exceed 5 % of the net assets of the Fund.

vii) The Fund may not hold an open position in Futures contracts nor forward foreign exchange contracts concerning a single commodity or a single category of financial futures or a single currency, for which the margin, respectively the commitment required represents 20 % or more of its net assets. This rule also applies to open positions resulting from options written.

viii) Margin deposits relating to commitments taken on Futures purchase and sale contracts and commitment arising from forward foreign exchange contracts may not exceed 70 % of the net assets of the Fund. Premiums paid to acquire options are included in the 70 % limit indicated above. On an overall basis the use of options, futures and forward foreign exchange contracts shall not have as a result that leverage will exceed 20 times the Total Net Assets of the Fund. Should the leverage level at any time exceed 20 times the Total Net Assets then the Fund shall immediately take action to ensure that the leverage level is reduced below such level.

ix) At least 30 % of the net assets of the Fund shall represent a liquidity reserve. Such reserve must be composed of either cash, money market instruments with a remaining maturity of less than 12 months or other permissible liquid assets in accordance with these investment restrictions.

x) The Fund will not borrow in excess of 10 % of its net assets and any such borrowings shall only be made on a temporary basis and not for investment purposes.

xi) The Fund may not make short sales of securities or maintain a short position except that it may make initial and maintenance margin deposit in respect of Futures.

xii) Any exchange traded-contract that calls for physical delivery of the underlying asset shall be liquidated prior to delivery.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interests of the Unit-holder.

#### **6) Restrictions on issue of Units and transfer of Units**

The Fund has been organised under the Luxembourg law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The sale of Units in the Fund is restricted to the Unit-holder and the Management Company will not issue Units to any other persons nor companies. Further, the Management Company will not accept any transfer of Units.

#### **8) Issue of Units**

Units of the Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefore to the Custodian.

Each Unit is, upon issue, entitled to participate equally with all other Units in any distribution upon declaration of dividends or upon liquidation.

The Management Company shall issue Units in registered form only.

No formal certificate will be issued, but Unit-holder will receive a confirmation of his Unit-holding.

No fractional Units will be issued.

The issue price per Unit will be based on the Net Asset Value per Unit determined on the applicable Valuation Date (as defined in the prospectus of the Fund).

No sale charge will be added.

Payment shall be made in the form of cash transfer to the order of the Custodian within five Business Days counting from and including the applicable Valuation Date, provided however that the payment with regard to the initial issue of Units shall be made on or before such initial issue date.

Issue of Units shall be suspended whenever the determination of the Net Asset Value per Unit is suspended (see chapter «Determination of the Net Asset Value of Units»).

Confirmation statements will be available to subscribers or their banks at the offices of the Management Company not later than seven Luxembourg bank business days from the settlement date for the applicable subscription amount.

#### **9) Repurchase of Units**

Application for repurchase must be made in writing to the Management Company.

The repurchase price of the Units will be based on the Net Asset Value of Units determined on the applicable Valuation Date. No repurchase fee will be charged.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in the Fund, so that under normal circumstances repurchase of the Units may be made promptly upon request by Unit-holder.

Payment of the repurchase price will be made by the Custodian or its agents in the reference currency not later than five Business Days counting from and including the Valuation Date on which the request is carried out. If the settlement in the relevant currency cannot be made on such fifth Business Day, payment will be made on the next earliest day when such settlement can be made.

Payment will normally be made in the reference currency of the Fund. Upon request, however, the Management Company will arrange with the Custodian for the repurchase proceeds to be exchanged for another freely convertible currency at the applicable exchange rate. The applicable exchange rate for this purpose will be determined by the Custodian at the time of the payment of the repurchase proceeds. Any foreign exchange costs incurred in effecting the currency conversion will be deducted from the amount payable to the repurchasing Unit-holder.

If repurchase applications are received in respect of any one Valuation Date for repurchases aggregating 10 % or more of the outstanding Units of the Fund, the Custodian and the Management Company may decide to delay the calculation of the repurchase price of the Units of the Fund until the Management Company has sold the corresponding assets (which it will endeavour to do without unnecessary delay). In such event, the Management Company shall calculate the Net Asset Value on the basis of prices at which it sold investments to meet the repurchase requests.

The repurchase price of the Units on the date of repurchase may be higher or lower than the price paid at the time of subscription.

Repurchase of Units shall be suspended whenever the determination of the Net Asset Value per Unit is suspended (see chapter «Determination of the Net Asset Value of Units»).

Unit-holder may not withdraw his request for repurchase of Units except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value and, in such event, a withdrawal will be effective only if written notification is received by the Management Company before the termination of the period of suspension. If the request is not withdrawn, the Fund shall repurchase the Units on the first applicable Valuation Date following the end of the suspension of determination of the Net Asset Value.

### **10) Determination of Net Asset Value of Units**

The Net Asset Value of Units shall be expressed in the reference currency as a per Unit figure.

The Net Asset Value of the Units will be determined by the Administrative Agent, on each Valuation Date as defined in the prospectus of the Fund.

The Net Asset Value per Unit is calculated by dividing the value of the assets less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) of the Fund by the total number of Units outstanding as of the relevant Valuation Date. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities will be accrued daily.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) The value of any cash on hand, on loan or on deposit, bills, demand notes, promissory notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest and such other payments shall be deemed to be the full amount thereof (less any applicable withholding tax) unless the Management Company shall have determined that any such asset is not worth the full amount thereof, in which event the value thereof shall be deemed to be such value as the Management Company shall deem to be the reasonable value thereof,

(b) If the Fund has sold or granted a call option over a security that it owns the final date for the exercise of which has not passed, there shall be taken into account the market value of such security regardless of the option position;

(c) Any interest-bearing instruments with a remaining maturity of less than three months at the time of purchase could be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the algebraic sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Date and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

Any interest-bearing instruments with a remaining maturity of more than three months at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity fall under three months, the Management Company, upon advice of the Investment Adviser, may decide to value them as stipulated above with written instructions given to the Administrative Agent.

(d) Futures and options shall be valued at their liquidating value based upon the settlement price on the exchange on which the particular future or option is traded, provided that if a future or option could not be liquidated on the days as of which the Net Asset Value is determined due to the operation of daily limits or other rules of such exchange or otherwise, the settlement price on the first subsequent day on which such future or option could be liquidated shall be the basis for determining the liquidating value of such future or option for such day;

(e) In the case of any security, derivative instrument or other property which in the opinion of the Management Company would not be appropriately valued as above provided, the value thereof shall be determined from time to time in such manner as the Management Company shall from time to time determine;

(f) In relation to any asset (or liability), the value of such asset or liability shall be the amount which the Management Company determines represents the fair value thereof as determined in accordance with generally accepted accounting principles or otherwise determined in good faith.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Unit of the Fund and in consequence the issue and repurchase of Units in any of the following events:

- when one or more stock exchanges or markets, that provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is neither reasonable nor normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unit-holder;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension will be notified to Unit-holder and shall be published in the manner described under the heading «Unit-holder Information» in the Prospectus if in the opinion of the Management Company such suspension is likely to exceed one week.

### **11) Charges of the Fund**

The Fund being a wholly owned subsidiary of a Luxembourg domiciled Fund, the charges mainly comprise the management and performance fees to the Trading Advisers and brokerage commissions described in the prospectus of the Fund. The Fund will also pay custodian, administration and domiciliation expenses, other operating costs, taxes and governmental charges.

The other costs charged to the Fund include:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses, including without limitation telephone and postage expenses, incurred by the Custodian and any custody charges of banks and financial institutions to whom the custody of assets of the Fund is entrusted;

- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);

- the remuneration and reasonable out-of-pocket expenses of the Registrar and Transfer Agent, Domiciliary Agent, Administrative Agent and Paying Agent;

- legal and auditing expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unit-holder;

- the cost of preparing, and/or filing and printing of the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unit-holder, including the beneficial holders of the Units, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the Net Asset Value; the cost of preparing and distributing notices to the Unit-holder; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, including expenses directly incurred in offering or distributing the Units.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortised over a period not exceeding five years.

The costs and expenses of the formation of the Fund and the initial issue of its Units will be amortized over a period not exceeding five years.

### **13) Accounting year - Audit**

The accounts of the Fund are closed each year on 31st December and for the first time on the 31st December 2003.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by Management Company. The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by Luxembourg law.

### **14) Dividends**

The Management Company does not intend to declare dividend.

### **15) Amendment of the Management Regulations**

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective on the day of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

### **16) Publications**

The Net Asset Value, subscription price and repurchase price of the Fund will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or its appointed agents and the Custodian.

Audited annual reports and un-audited semi-annual reports of the Fund are made available to the Unit-holder free of charge at the registered offices of the Management Company, or its appointed agents and the Custodian.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

### 17) Duration of the Fund - Liquidation

The Fund has been established for an undetermined period. The Fund may be liquidated at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Fund may further be liquidated in any cases provided for by Luxembourg law. In the event of liquidation, the Management Company will realise the assets of the Fund in the best interests of the Unit-holder, and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) to the Unit-holder. As soon as the circumstance leading to a state of liquidation arises, issue of Units in the Fund will be prohibited on penalty of nullity. The Management Company may continue to accept repurchase requests.

The liquidation of the Fund may not be requested by the Unit-holder, nor by his heirs or beneficiaries.

### 18) Statute of limitation

The claims of the Unit-holder against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event that gave rise to such claims.

### 19) Applicable law - Jurisdiction and governing language

The Management Regulations are governed by the laws of Luxembourg and any dispute arising between the Unit-holder, the Management Company and the Custodian will be subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg.

English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations come into force on 24th January 2003.

TOTAL ALPHA INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY S.A.

*Management Company*

Signatures

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A.

*Custodian*

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2003, vol. 579, fol. 69, case 12. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(09936/000/301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

## NIKKO PRIME SELECT FUND, Fonds Commun de Placement.

### MANAGEMENT REGULATIONS

#### 1) The Fund

NIKKO PRIME SELECT FUND (hereinafter referred to as the «Fund») organised in and under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a mutual investment fund («fonds commun de placement»), is an unincorporated co-ownership of its securities and other permitted (hereinafter referred to as «securities»), managed in the interest of its co-owners (hereinafter referred to as the «Unit-holders») by TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. (hereinafter referred to as the «Management Company»), a company incorporated under the laws of Luxembourg and having its registered office in Luxembourg.

The Fund is organised under the law of July 19, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The assets of the Fund, which are held in custody by NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A. (hereinafter referred to as the «Custodian») are segregated from those of the Management Company and from those of other funds managed by the Management Company.

By the acquisition of Units of the Fund, any Unit-holder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the Unit-holders, the Management Company and the Custodian.

There is no intention to hold meetings of Unit-holders.

#### 2) The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unit-holders by the Management Company which shall have its registered office in Luxembourg.

The Management Company is invested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in Article 6 hereafter, on behalf of the Unit-holders, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company (hereinafter the «Board of Directors») shall determine the investment policy of the Fund within the restrictions set forth in Article 6 hereafter.

The Board of Directors of the Management Company may appoint under its overall control and responsibility a general manager or managers or investment advisers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company, any investment Advisers, agent company in Japan and the distributors are entitled to fees, payable monthly, quarterly or annually, in advance or in arrears, based on the average of the net assets of the Fund during the relevant period.



### 3) The Custodian

The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian.

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg with its head office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon three months written notice delivered by the one to the other. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Management Company will use its best endeavours to appoint within 2 months of such termination, a new custodian who assumes the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations.

Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian shall take all necessary steps to ensure good preservation of the interests of the Unit-holders. After termination as aforesaid, the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all assets of the Fund and the Trading Subsidiary to the new Custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Articles 16 (1), (3) and (4), 17 (1) and 17 (2) a), c), d) and e) of the law of March 30, 1988 on collective investment undertakings.

The Custodian may hold assets as a fiduciary in accordance with the provisions of the grand ducal decree of July 19, 1983 on fiduciary contracts entered into by Luxembourg banks.

The Custodian may, under its responsibility, entrust banks and financial institutions with the custody of the securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and the Trading Subsidiary and make payments to third parties on behalf of the Fund and the Trading Subsidiary on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents provided such instructions conform with these Management Regulations and the provisions of law.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund and the Trading Subsidiary.

The Custodian is entitled to a fee based on the net assets of the Fund as determined from time to time by agreement between the Management Company and the Custodian. Such fee is payable monthly.

### 5) Investment Policy

The Fund's objective is to achieve for its Unit-holders long-term capital appreciation by committing a maximum of 50% of its assets to Futures trading. The portion of the assets of the Fund which will be committed to Futures will be invested in a wholly owned subsidiary of the Fund (the «Trading Subsidiary») which will trade in Futures. In order to limit eventual losses caused by leveraged Futures trading such leveraged Futures trading may only occur in the Trading Subsidiary. At least 50% of the greater of (1) the initial subscription amount of the Fund and (ii) its Net Asset Value (hereinafter defined as «Liquidity Reserve») will be invested in:

- Debt securities issued or guaranteed by member states of the OECD or the EU or agencies or local authorities of such member states or by entities established in such member states or by public international bodies of which one or more such member states are members; and
- Commercial paper, banker's acceptance notes, certificates of deposit, treasury bills, floating rate notes and fixed time deposits.

The management of the Liquidity Reserve of the Fund will be under the direction of the Cash Manager.

Investments will only be made in debt securities, whose residual maturity, at the time of acquisition by the Fund, taking into account the financial instruments connected therewith does not exceed 3 months.

In compensation for possible higher fees and expenses, the structure's intention is that the losses which Unit-holders in the Fund may suffer from investments in Futures is limited at all times to their holding in the Trading Subsidiary in which the Fund will not invest more than 50% of its net assets.

The Investment policy of the Trading Subsidiary is described under the chapter «the Trading Subsidiary».

#### *The Trading Subsidiary*

The Trading Subsidiary is a Luxembourg based «fonds commun de placement» organised under the Luxembourg Law of 19th July 1991 regarding collective investment undertakings, the units of which are not intended to be placed with the public. The Trading Subsidiary has been created under the name of RPM FUTURES FUND. The Fund will own at all times all units in the Trading Subsidiary. The Trading Subsidiary will not issue any units to any other entity than the Fund. Other details regarding the Trading Subsidiary are set forth under «General Information» in the Prospectus of the Fund.

The Management Company of the Trading Subsidiary is TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

If the Trading Subsidiary should be liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the Luxembourg law and liquidation proceeds will be paid to the Fund, being the sole Unit-holder.

The financial year of the Trading Subsidiary corresponds to the financial year of the Fund, thus terminating on 31st December in each year and for the first time on 31st December 2003. The Trading Subsidiary will not distribute any dividends. The information regarding the cases of liquidation of the Fund set forth under chapter «The Fund» are also applicable to the Trading Subsidiary.

Investment policy of the Trading Subsidiary:

The Trading Subsidiary's objective is to achieve for its Unit-holders long-term capital appreciation by committing its assets to Futures trading.

The Trading Subsidiary will enter into Futures contracts traded only on organised markets determined from time to time by the Management Company.

## 6) Investment restrictions

The Management Company or its appointed agents (such as the Cash Manager) shall comply with the restrictions set forth hereafter.

I. For the purpose of the management of the Liquidity Reserve the Fund will apply the following investment restrictions:

i) Investments in bonds, convertible bonds, notes, debentures or warrants on securities shall be subject to the following restrictions:

a) The Management Company may not invest more than 10% of the net assets of the Fund in Japanese mortgage securities (known as teito-shoken) nor in securities not listed on a exchange, nor dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public;

b) The Management Company may not invest in securities of any single issuer if, as a result of such investment, the Fund owns more than 10% of any single class of the securities issued by any single issuer, and, together with other investment funds which are managed by the Management Company, more than 10% of the securities of the same class issued by such issuer;

c) The Management Company may not invest more than 10% of the net assets of the Fund in securities issued by the same issuing body;

provided that these restrictions are not applicable to securities issued or guaranteed by a member state of the OECD or their local authorities or public international bodies with EU, regional or world-wide scope.

ii) The Management Company will not borrow in excess of 10% of the net assets of the Fund and any such borrowings shall only be made on a temporary basis and not for investment purposes.

iii) The Management Company may not make investments for the purpose of exercising control or management.

iv) The Management Company may not purchase or sell real estate.

If such percentages are breached for reasons beyond the control of the Management Company, the Management Company must adopt as a priority objective the regularisation of the breached limit by taking due account of the interests of the Unit-holders.

v) The Management Company will invest at least 50% of the net assets of the Fund in «securities» defined by the Securities and Exchange Law of Japan (Law N° 25, 1948) and derivatives transactions relating to «securities» for the purpose of Japanese regulations, comprising inter-alia, government agency securities, corporate bonds, commercial papers certificates of deposit or investment fund (in which case such investment fund must invest at least 50% of its net assets in «securities» defined by the Securities and Exchange Law of Japan). If this percentage is breached as a result of the exercise of subscription rights or as a result of an increase in the net assets of the Trading Subsidiary due to trading profits, the Management Company must adopt as a priority objective the regularisation of the breached limit by taking due account of the interests of the Unit-holders.

The Management Company, or any of its related companies or a director or major shareholder of the Management Company (means a shareholder who holds in his own name or an other name (as well as in a nominee's name), more than 10% of the total number of shares of such company) may not buy or sell securities nor grant or receive loans of securities to or from the assets of the Fund for their account unless the transaction is made within the restriction set forth in the Management Regulations, and, either (i) at a price determined by current publicly available quotations, or (ii) at competitive prices or interest rates prevailing from time to time, on intentionally recognised securities markets or internationally recognised money markets.

Except by the acquisition of debt securities in accordance with restrictions set forth above, the Management Company may not grant loans or act as guarantor on behalf of third parties.

II. The Trading Subsidiary will observe, in the management of its assets, the following trading policies and restrictions:

i) The Trading Subsidiary may only enter into Futures contracts dealt in on an organised market. Futures contracts underlying options must also comply with this condition. The Trading Subsidiary may also enter into forward foreign exchange contracts with highly rated financial institutions specialized in this kind of transactions through the inter-bank market.

ii) The Trading Subsidiary may not enter into commodity contracts other than Futures on commodity contracts. The Trading Subsidiary may however acquire, spot and forward, precious metals cash settlement contracts which are negotiable on an organised market.

iii) The Trading Subsidiary may only acquire or sell call and put options which are dealt in on an organised market.

iv) The Trading Subsidiary must ensure a judicious spread of investment risks by sufficient diversification.

v) The Trading Subsidiary may not hold an open position in any single Futures contract nor forward foreign exchange contracts for which the margin requirement, respectively the commitments, represents 5% or more of its net assets. This rule also applies to open positions resulting from options written.

vi) Premiums paid to acquire options outstanding having identical characteristics may not exceed 5% of the net assets of the Trading Subsidiary.

vii) The Trading Subsidiary may not hold an open position in Futures contracts nor forward foreign exchange contracts concerning a single commodity or a single category of financial futures or a single currency, for which the margin, respectively the commitment required represents 20% or more of its net assets. This rule also applies to open positions resulting from options written.

viii) Margin deposits relating to commitments taken on Futures purchase and sale contracts and commitment arising from forward foreign exchange contracts may not exceed 70% of the net assets of the Trading Subsidiary. Premiums paid to acquire options are included in the 70% limit indicated above. On an overall basis the use of options, futures and forward foreign exchange contracts shall not have as a result that leverage will exceed 20 times the Total Net Assets

of the Trading Subsidiary. Should the leverage level at any time exceed 20 times the Total Net Assets then the Trading Subsidiary shall immediately take action to ensure that the leverage level is reduced below such level.

ix) At least 30% of the net assets of the Trading Subsidiary shall represent a liquidity reserve. Such reserve must be composed of either cash, money market instruments with a remaining maturity of less than 12 months or other permissible liquid assets in accordance with these investment restrictions.

x) The Trading Subsidiary will not borrow in excess of 10% of its net assets and any such borrowings shall only be made on a temporary basis and not for investment purposes.

xi) The Trading Subsidiary may not make short sales of securities or maintain a short position except that it may make initial and maintenance margin deposit in respect of Futures.

xii) Any exchange traded-contract that calls for physical delivery of the underlying asset shall be liquidated prior to delivery.

The Management Company may from time to time impose further investment restrictions as shall be compatible with or in the interests of the Unit-holders, in order to comply with the laws and regulations of the countries where the Units of the Fund are placed.

### **7) Restrictions on issue of Units and transfer of Units**

The Management Company shall comply, with respect to the issuing of Units, with the laws and regulations of the countries where these Units are offered. The Management Company may, at any time, at its discretion, discontinue, cease definitely or limit the issue of Units to persons or corporate bodies resident or established in certain countries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Units, if such a measure is necessary for the protection of the Unit-holders as a whole and the Fund.

The Fund has been organised under the Luxembourg law of 19th July, 1991 concerning undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The sale of Units in the Funds is restricted to institutional investors (as provided for by the recommendations and guidelines of the Luxembourg authorities) and the Management Company will not issue Units to persons or companies who may not be considered institutional investors. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unit-holder in the Fund.

The Management Company will refuse the issue of Units or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

Units of the Fund may not be transferred to any person or any entity without prior consent of the Management Company, which consent can only be withheld, in the circumstances described above or in any other circumstances where any such transfer would be detrimental to the Fund or its Unit-holders. Furthermore the Management Company shall decline to grant its prior approval to a transfer if it appears to the Management Company that the number of Unit-holders (other than non-residents of Japan as defined in Article 6 Paragraph 1, Item 5 and Item 6 of the Foreign Exchange and Foreign Trade Law of Japan (Law Number 228 of 1949, as amended)) (including newly issued Units as defined under Article 1-6 of the Enforcement Order of the Securities and Exchange Law of Japan and which have been issued within the six month period immediately prior to the date on which the Units which it is proposed be transferred were originally issued) would increase to fifty or more.

The Management Company may:

(a) reject at its discretion any application for purchase of Units;

(b) repurchase, in accordance with the provisions of the Management Regulations, the Units held by Unit-holders who are excluded from purchasing or holding Units.

More specifically no Units shall be issued to or transferred and registered in favour of citizens or residents of the United States of America, its territories, commonwealth or possessions, or to any corporation, partnership, trust or other entity organised or existing in or under the laws of the United States of America or any State thereof.

### **8) Issue of Units**

Units of the Fund shall be issued by the Management Company subject to payment therefore to the Custodian.

Each Unit is, upon issue, entitled to participate equally with all other Units in any distribution upon declaration of dividends or upon liquidation.

The Management Company shall issue Units in registered form only.

No formal certificate will be issued, but Unit-holders will receive a confirmation of their Unit-holding.

No fractional Units will be issued.

The issue price per Unit will be based on the Net Asset Value per Unit determined on the applicable Valuation Date.

A sale charge in favour of banks and financial institutions acting in connection with the placing of the Units may be added of up to 5% of the applicable issue price per Unit multiplied by the number of Units for which relevant application for purchase had been made.

The sales charge shall in no case exceed the maximum permitted by the laws, regulations and practice of any country where the Units are sold.

Payment will normally be made in the reference currency of the Fund.

Where the Management Company receives applications for Units in other currencies freely convertible into the relevant reference currency, the Management Company, on behalf of, at the risk and at the cost of the investor, will arrange with the Custodian for the monies received to be converted into the relevant reference currency at the applicable exchange rate. The applicable exchange rate for this purpose will be determined by the Custodian Bank at the time when cleared funds are received by it or as soon as practicable thereafter.

Payment shall be made in the form of cash transfer to the order of the Custodian within five Business Days counting from and including the applicable Valuation Date, provided however that the payment with regard to the initial issue of Units shall be made on or before such initial issue date.

Issue of Units shall be suspended whenever the determination of the Net Asset Value per Unit is suspended (see chapter «Determination of the Net Asset Value of Units»).

Confirmation statements will be available to subscribers or their banks at the offices of the Management Company not later than seven Luxembourg bank business days from the settlement date for the applicable subscription amount.

Pursuant to the Luxembourg law, Council Directives and CSSF Circulars, professional obligations have been outlined to prevent the use of Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities for money laundering purposes. As a result of such provisions, the Management Company must identify the subscriber unless the subscription order has been submitted by another recognised professional of the financial sector, subject to an obligation of identification equivalent to that required by Luxembourg law.

Anti-money laundering measures in force in the Grand Duchy of Luxembourg require subscribers for Units to declare to the Management Company their identity or the identity of any intended beneficial owners of the Units (if they are no subscriber e.g. where the subscriber is a corporate entity or acts as trustee or nominee). The Management Company is required to establish controls to determine the identity of subscribers (and any persons on whose behalf they are acting). Therefore, subscriptions, will only be accepted by the Management Company if the subscriber is able to establish that these controls have been effected or the purchase application is accompanied by a copy of information required for verification purposes, e.g.:

a) For individual subscriber: Proof of the identity of the subscriber (or the intended beneficial owner(s) of Units if the subscriber is acting on behalf of another person), duly certified as true by an appropriately authorized officer in that person's country of residence (e.g. notary, police officer, ambassador or consul).

b) For corporate subscriber: A copy of the constitutional documents of the company (e.g. memorandum and articles of association) and an extract from the applicable commercial register. The representatives of the company must comply with the disclosure requirements set out at a) above. The subscribers are required to provide the names and addresses of the directors and shareholders.

The Management Company may refuse to accept the application in the event of delay or failure by the prospective subscribers to produce any information required for verification purposes.

If the subscriber is not willing to provide the requested documents, the Management Company has the right to refuse to accept the subscription.

### **9) Repurchase of Units**

Application for repurchase must be made in writing to the Management Company.

The repurchase price of the Units will be based on the Net Asset Value of Units determined on the applicable Valuation Date. No repurchase fee will be charged.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in the Fund, so that under normal circumstances repurchase of the Units may be made promptly upon request by Unit-holders.

Payment of the repurchase price will be made by the Custodian or its agents in the reference currency not later than five Business Days counting from and including the Valuation Date on which the request is carried out. If the settlement in the relevant currency cannot be made on such fifth Business Day, payment will be made on the next earliest day when such settlement can be made.

Payment will normally be made in the reference currency of the Fund. Upon request, however, the Management Company will arrange with the Custodian for the repurchase proceeds to be exchanged for another freely convertible currency at the applicable exchange rate. The applicable exchange rate for this purpose will be determined by the Custodian at the time of the payment of the repurchase proceeds. Any foreign exchange costs incurred in effecting the currency conversion will be deducted from the amount payable to the repurchasing Unit-holder.

If repurchase applications are received in respect of any one Valuation Date for repurchases aggregating 10% or more of the outstanding Units of a the Fund, the Custodian and the Management Company may decide to delay the calculation of the repurchase price of the Units of the Fund until the Management Company has sold the corresponding assets (which it will endeavour to do without unnecessary delay). In such event, the Management Company shall calculate the Net Asset Value on the basis of prices at which it sold investments to meet the repurchase requests.

The repurchase price of the Units on the date of repurchase may be higher or lower than the price paid at the time of subscription.

Repurchase of Units shall be suspended whenever the determination of the Net Asset Value per Unit is suspended (see chapter «Determination of the Net Asset Value of Units»).

A Unit-holder may not withdraw his request for repurchase of Units except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value and, in such event, a withdrawal will be effective only if written notification is received by the Management Company before the termination of the period of suspension. If the request is not withdrawn, the Fund shall repurchase the Units on the first applicable Valuation Date following the end of the suspension of determination of the Net Asset Value.

### **Issue and Repurchase of Units and determination of the Net Asset Value of the Trading Subsidiary**

The Fund may subscribe or repurchase the units of the Trading Subsidiary on each Valuation Date on the basis of the net asset value per unit of the Trading Subsidiary calculated in respect of such Valuation Date. Neither sales commission nor repurchase charge will be payable by the Fund upon investments in units of, or repurchases of units from the Trading Subsidiary. The Trading Subsidiary will not issue any unit to any other entity than the Fund. The Net Asset Value of the Trading Subsidiary will be calculated in USD and determined on the basis of the valuation principles set forth under «De-

termination of the Net Asset Value of Units» of the Prospectus, to the extent that these refer to valuation of liquid assets and, for Futures, as follows:

If the Trading Subsidiary has sold or granted a call option over a security that it owns the final date for the exercise of which has not passed, there shall be taken into account the market value of such security regardless of the option position;

Futures and options shall be valued at their liquidating value based upon the settlement price on the exchange on which the particular future or option is traded, provided that if a future or option could not be liquidated on the day as of which the net asset value of the Trading Subsidiary is determined due to the operation of daily limits or other rules of such exchange or otherwise, the settlement price on the first subsequent day on which such future or option could be liquidated shall be the basis for determining the liquidating value of such future or option for such day;

In the case of any security, derivative instrument or other property which in the opinion of the Management Company would not be appropriately valued as above provided, the value thereof shall be determined from time to time in such manner as the Management Company shall from time to time determine.

#### **10) Determination of Net Asset Value of Units**

The Net Asset Value of Units of the Fund shall be expressed in the reference currency as a per Unit figure.

The Net Asset Value of the Units will be determined by the Administrative Agent, on each Valuation Date as defined in the prospectus of the Fund.

The Net Asset Value per Unit is calculated by dividing the value of the assets less the liabilities (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent) of the Fund by the total number of Units outstanding as of the relevant Valuation Date. To the extent possible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including but not limited to management fees and performance fees) will be accrued daily.

The assets of the Fund will be valued as follows:

(a) Securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or market. If a security is listed on several stock exchanges or markets, the closing price at the stock exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(b) Securities not listed on any stock exchange or traded on any regulated market will be valued at their last available market price;

(c) Securities for which no price quotation is available or for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonable foreseeable sales prices;

(d) The value of any cash on hand, on loan or on deposit, bills, demand notes, promissory notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest and such other payments shall be deemed to be the full amount thereof (less any applicable withholding tax) unless the Management Company shall have determined that any such asset is not worth the full amount thereof, in which event the value thereof shall be deemed to be such value as the Management Company shall deem to be the reasonable value thereof,

(e) In the case of any asset realised or contracted to be realised at a known value, the net proceeds of such realisation shall be taken into account in lieu of any other method of determining the value of such asset;

(f) Any interest-bearing instruments with a remaining maturity of less than three months at the time of purchase could be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the algebraic sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Date and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

Any interest-bearing instruments with a remaining maturity of more than three months at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity falls under three months, the Management Company may decide to value them as stipulated above with written instructions given to the Administrative Agent.

(g) In relation to any other asset, the value of such asset shall be based on a determination by the Management Company with advice from the Investment Adviser as to the broadest and most representative market for such asset; and

(h) In relation to any asset (or liability), the value of such asset or liability shall be the amount which the Management Company determines represents the fair value thereof as determined in accordance with generally accepted accounting principles or otherwise determined in good faith.

(i) The Fund's participation in the Trading Subsidiary shall be calculated on the basis of the Net Asset Value per unit of the Trading Subsidiary. The Net Asset Value per unit of the Trading Subsidiary shall be expressed in U.S. Dollars as a per unit figure and shall be determined on each Valuation Date by dividing the net assets of the Trading Subsidiary, being the value of its assets less its liabilities, by the number of its units outstanding.

(j) The value of any assets shall be determined having regard to the full amount of any currency premium or discount which may be relevant;

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Unit of the Fund and in consequence the issue and repurchase of Units in any of the following events:

- when one or more stock exchanges or markets, that provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is neither reasonable nor normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unit-holders;

- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension will be notified to Unit-holders and shall be published in the manner described under the heading «Unit-holders' Information» in the Prospectus if in the opinion of the Management Company such suspension is likely to exceed one week.

In the same circumstances as those described above, the Net Asset Value calculation of the Trading Subsidiary may be suspended in which case the Net Asset Value calculation of the Fund shall also be suspended.

### **11) Charges of the Fund**

The Management Company, the Custodian and Administrative Agent and Distributor in Japan will be paid certain fees as specified in the prospectus of the Fund:

The Investment Adviser and the Cash Manager are entitled to fees payable by the Management Company out of its own fees.

Unit-holders should be aware that the involvement of the Trading Subsidiary will create some additional costs in terms of setting-up and administration and other charges of the Trading Subsidiary as specified here-under. However, the fee arrangements with the Custodian and the Administrative Agent assure that these fees and costs will not be substantially higher than those duly charged to traditional structures in Luxembourg.

The other costs charged to the Fund and the Trading Subsidiary include:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund and the Trading Subsidiary;

- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses, including without limitation telephone and postage expenses, incurred by the Custodian and any custody charges of banks and financial institutions to whom the custody of assets of the Fund and the Trading Subsidiary is entrusted;

- usual banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund and the Trading Subsidiary (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);

- the remuneration and reasonable out-of-pocket expenses of the Registrar and Transfer Agent, Domiciliary Agent, Administrative Agent and Paying Agent;

- legal and auditing expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unit-holders;

- the cost of preparing, and/or filing and printing of the Management Regulations and all other documents concerning the Fund and the Trading Subsidiary, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unit-holders, including the beneficial holders of the Units, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, book-keeping and calculating the Net Asset Value; the cost of preparing and distributing notices to the Unit-holders; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, including expenses directly incurred in offering or distributing the Units.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortised over a period not exceeding five years.

The costs and expenses of the formation of the Fund and the initial issue of its Units will be amortized over a period not exceeding five years.

The costs and expenses of the formation of the Trading Subsidiary will be borne by the Trading Subsidiary and amortised over a period not exceeding 5 years.

### **13) Accounting year - Audit**

The accounts of the Fund and the Trading Subsidiary are closed each year on 31st December and for the first time on the 31st December 2003.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors appointed by Management Company.

The Management Company shall appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund, carry out the duties prescribed by Luxembourg law.

### **14) Dividends**

The Management Company may declare annual and interim distributions of net investments income and net realised gains and, if considered necessary to maintain a reasonable level of dividends, out of any other funds available for distribution.

No distribution may be made as a result of which the total net assets of the Fund would fall below the minimum provided for by Luxembourg law.

Dividends not claimed within five years from their due date will lapse and will revert to the Fund.

### **15) Amendment of the Management Regulations**

The Management Company may, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

Amendments will become effective on the day of their publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

#### 16) Publications

The Net Asset Value, subscription price and repurchase price of the Fund and the Trading Subsidiary will be available in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or its appointed agents and the Custodian.

Audited annual reports and un-audited semi-annual reports of the Fund are made available to the Unit-holders free of charge at the registered offices of the Management Company, or its appointed agents and the Custodian.

The reports of the Fund will include the reports prepared for the Trading Subsidiary.

Any amendments to these Management Regulations will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg.

#### 17) Duration of the Fund - Liquidation

The Fund has been established for an undetermined period. The Fund may be liquidated at any time by mutual agreement between the Management Company and the Custodian. The Fund may further be liquidated in any cases provided for by Luxembourg law. Any notice of dissolution of the Fund will be published in the Mémorial and in at least two newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. In the event of liquidation, the Management Company will realise the assets of the Fund in the best interests of the Unit-holders, and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) among the Unit-holders in proportion to their holding of Units. As soon as the circumstance leading to a state of liquidation arises, issue of Units in the Fund will be prohibited on penalty of nullity. The Management Company may continue to accept repurchase requests if equal treatment of Unit-holders can be assured.

The liquidation of the Fund may not be requested by a Unit-holder, nor by his heirs or beneficiaries.

#### 18) Statute of limitation

The claims of the Unit-holders against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of the event that gave rise to such claims.

#### 19) Applicable law - Jurisdiction and governing language

The Management Regulations are governed by the laws of Luxembourg and any dispute arising between the Unit-holders, the Management Company and the Custodian will be subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of the courts of the countries in which the Units of the Fund are offered and sold with respect to claims by investors resident in such countries, and with respect to matters relating to subscription and repurchase by Unit-holders resident in such countries, to the laws of such countries.

English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations come into force on 24th January 2003.

TOTAL ALPHA INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY S.A.

*Management Company*

Signatures

NIKKO BANK (LUXEMBOURG) S.A.

*Custodian*

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2003, vol. 579, fol. 69, case 12. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(09937/000/464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

#### **GAMAX MANAGEMENT AG, Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

H. R. Luxemburg B 40.494.

#### *Änderung der Vertragsbedingungen*

Durch Entscheidung der GAMAX MANAGEMENT AG mit Zustimmung von DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. wurden die Vertragsbedingungen des GAMAX FUNDS, mit Wirkung zum 28. Februar 2003, wie folgt geändert.

1. Streichen der Zusatzerklärung zu den Vertragsbedingungen des GAMAX FUNDS betreffend GAMAX FUNDS - MOBIL

2. Streichen der Zusatzerklärung zu den Vertragsbedingungen des GAMAX FUNDS betreffend GAMAX FUNDS - RIMA WOLRDWIDE.

Luxemburg, den 23. Januar 2003.

GAMAX MANAGEMENT AG

Unterschrift

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2003, vol. 579, fol. 69, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(09916/260/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2003.

**IMI FINANCE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,  
(anc. INDEPENDENT MANAGEMENT FOR INSTITUTIONALS ADVISORY COMPANY S.A.).**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 66.762.

L'an deux mille deux, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INDEPENDENT MANAGEMENT FOR INSTITUTIONALS ADVISORY COMPANY S.A., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, n° 66.762 constituée suivant acte reçu le 26 octobre 1998 publié au Mémorial C numéro 856 du 25 novembre 1998.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgium.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 500 (cinq cents) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Modification de la dénomination sociale en IMI FINANCE LUXEMBOURG S.A.

2.- Adoption d'un nouvel objet social avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002 à libeller comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, y compris des sociétés d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ainsi que l'administration, la gestion et le développement de ces participations.

Elle donnera aux sociétés d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois des conseils et des avis en matière d'investissements, pour l'administration et la promotion de leurs avoirs.

Elle pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La Société n'exercera aucune activité commerciale ou industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.»

3.- Modification afférente des statuts

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société en IMI FINANCE LUXEMBOURG S.A.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'adopter un nouvel objet social avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, à libeller comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, y compris des sociétés d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ainsi que l'administration, la gestion et le développement de ces participations.

Elle donnera aux sociétés d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois des conseils et des avis en matière d'investissements, pour l'administration et la promotion de leurs avoirs.

Elle pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La Société n'exercera aucune activité commerciale ou industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.»

*Troisième résolution*

Afin de mettre en concordance les statuts avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de remplacer les articles un et trois des statuts comme suit:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de IMI FINANCE LUXEMBOURG S.A.»

«**Art. 3.** L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, y compris des sociétés d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois, ainsi que l'administration, la gestion et le développement de ces participations.

Elle donnera aux sociétés d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois des conseils et des avis en matière d'investissements, pour l'administration et la promotion de leurs avoirs.

Elle pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.



La Société n'exercera aucune activité commerciale ou industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. Uhl, P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 9, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2002.

J. Elvinger.

(03249/211/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2003.

**IMI FINANCE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,  
(anc. INDEPENDENT MANAGEMENT FOR INSTITUTIONALS ADVISORY COMPANY S.A.)**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 66.762.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2003.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(03250/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2003.

**TITANE FINANCES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

**STATUTS**

L'an deux mille deux, le quatre décembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Claude Schmitz, Conseil Fiscal, demeurant à Sandweiler.

2.- Monsieur Edmond Ries, Expert Comptable, demeurant à Bertrange.

Lesquels comparants ont déclaré constituer par les présentes une société luxembourgeoise sous la forme d'une société anonyme et d'en arrêter les statuts comme suit:

**Titre I<sup>er</sup>.- Dénomination, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société est une société luxembourgeoise sous la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée: TITANE FINANCES S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou de la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger sur résolution du Conseil ou sur déclaration d'une personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil. Cette mesure temporaire ne pourra toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera de nationalité luxembourgeoise

**Art. 3.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et de licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

**Art. 4.** La société est établie pour une durée indéterminée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

**Titre II.- Capital social, Actions**

**Art. 5.** Le montant du capital souscrit est de EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, qui au choix de l'actionnaire seront nominatives ou au porteur, sauf disposition contraire de la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

**Art. 6.** Le capital autorisé est fixé à EUR 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros), qui sera représenté par 25.000 (vingt-cinq mille) actions de EUR 100,- (cents euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de la publication des présents statuts au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, autorisé à augmenter, en une fois ou en tranches successives et en temps qu'il appartiendra, le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration, y compris, entre autres, par l'émission d'actions contre conversion de bénéfices nets en capital et attribution aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, l'article cinq sera considéré comme automatiquement adapté à la modification intervenue. Cette modification sera constatée et publiée conformément à la loi par le conseil qui prendra ou autorisera toutes mesures nécessaires à cet effet.

**Art. 7.** La société peut racheter ses propres actions conformément aux conditions prévues par l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été amendé par la loi du 24 avril 1983.

### **Titre III.- Administration, Surveillance**

**Art. 8.** La société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, actionnaires ou non. Les sociétés peuvent faire partie du Conseil.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat et qui pourra les révoquer à tout moment. Ils pourront être réélus.

Ils pourront être nommés pour plus de six années sauf renouvellement de leur mandat. Leur mandat cessera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année de l'expiration de leur mandat.

**Art. 9.** Le Conseil d'Administration désignera un président parmi ses membres. Il pourra élire un ou plusieurs Vice-Présidents. En cas d'empêchement du Président ou d'un Vice-Président, un administrateur est désigné par le Conseil pour le remplacer.

**Art. 10.** En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, la prochaine assemblée générale procédera à la nomination définitive. Le mandat d'un administrateur ainsi nommé cessera à l'époque où aurait pris fin celui de l'administrateur qui le remplace.

**Art. 11.** Le conseil d'administration se réunira sur convocation du Président du Conseil, du Vice-Président ou de deux administrateurs.

Les réunions se tiennent au lieu, au jour et à l'heure indiqués dans les avis de convocation. Toutes les réunions du Conseil seront tenues conformément aux règles établies par le Conseil à sa seule discrétion.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs empêchés peuvent émettre leur vote par écrit ou même par télégramme. Ils peuvent également donner pouvoir de les représenter aux délibérations et de voter en leur nom, un autre membre du conseil, sans qu'un administrateur puisse représenter plus d'un de ses collègues. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.

Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des votes émis. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 12.** Les décisions du Conseil sont constatées dans des procès-verbaux signés par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux sont signés par un administrateur et une personne à ce désignée par le Conseil.

**Art. 13.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut notamment, sans que la présente énumération soit limitative, passer tous actes et tous contrats en vue de la réalisation de l'objet social de la société: faire tous apports, transferts et souscriptions, participer à toutes sociétés, associations, participations ou engagement financiers relatifs à ces opérations: recueillir toutes sommes dues à la société, en donner valable quittance, faire autoriser tous retraits et transferts de fonds, revenus, créances et titres appartenant à la société. Il peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, y compris par voie d'obligations, avec ou sans garantie: accorder toutes sûretés et compromis; créer et accepter toute hypothèque ou autre garantie, avec ou sans clause d'exécution forcée; renoncer à tout privilège, droit et hypothèque, actions résolutoires et droits réels, accorder mainlevée avec ou sans paiement de toute inscription de privilège et d'hypothèque ainsi que toute

injonction de paiement, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements de quelque nature qu'ils soient; accorder mainlevée de toute inscription d'office le tout avec ou sans paiement.

Le conseil représente la société vis-à-vis des tiers, autorités et administrations, et fera toute procédure devant toute juridiction comme demandeur ou comme défendeur, obtiendra tous jugements, décisions et arrêts et les fera exécuter, transige et conclut tout compromis en toute matière dans l'intérêt de la société.

**Art. 14.** La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion peuvent être déléguées à des administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés, nommés et révoqués par le conseil d'administration qui fixe leurs attributions. Lorsqu'une délégation de pouvoirs est faite au profit d'un membre du Conseil, une autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires est requise.

A l'égard des tiers, la société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les tiers délégués du conseil n'engageront la société à l'égard des tiers que conformément aux mandats spéciaux et explicites leur conférés par le conseil d'administration.

**Art. 15.** Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

#### **Titre IV.- Assemblées générales**

**Art. 16.** L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année, le 2ème vendredi du mois de novembre à 11.30 heures, dans la commune où se trouve le siège social, soit à ce dernier, soit à l'endroit indiqué dans les convocations. Dans le cas où ce jour serait un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Pour les besoins de ces statuts, un jour ouvrable signifie un jour d'ouverture des banques à Luxembourg.

**Art. 17.** Les assemblées seront convoquées de la manière indiquée dans la loi luxembourgeoise. Les avis de convocation pour toute assemblée générale devront remplir les exigences imposées par la loi quant à leur contenu et leur publication. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés, une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut avoir lieu sans convocations préalables.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire même non actionnaire. La forme des pouvoirs doit être admise par le conseil d'administration.

**Art. 18.** L'assemblée générale dispose de l'affectation et de la distribution du bénéfice net; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou pour ratifier les opérations de la société, donner décharge au conseil d'administration et au commissaire, procéder aux nominations ou aux renouvellements des mandats et pour approuver les bilans et comptes de pertes et profits qui lui sont soumis par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires réunies extraordinairement prendront leurs décisions à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

#### **Titre V.- Année sociale**

**Art. 19.** L'année sociale commence le premier juillet et se termine le trente juin.

Le premier exercice toutefois commencera le jour de la constitution de la société pour prendre fin le 30 juin 2003.

Chaque année, le conseil d'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits de la société, conformément aux règles comptables prescrites par la loi luxembourgeoise.

**Art. 20.** L'assemblée générale entendra les rapports des administrateurs et des commissaires et discutera le bilan. Après approbation du bilan, l'assemblée générale des actionnaires adoptera par un vote spécial la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

**Art. 21.** L'excédent tel qu'il résulte des comptes, défalcation faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Du bénéfice net ainsi déterminé il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital souscrit. L'affectation du solde bénéficiaire sera déterminée annuellement par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du Conseil d'Administration.

Cette affectation peut comprendre la distribution de dividendes, la création ou le maintien de fonds de réserve, de provisions et un report à nouveau.

Tout dividende fixé sera payable au lieu et place que le Conseil fixera. L'assemblée générale peut autoriser le conseil à payer les dividendes en toute devise et, à sa seule discrétion, fixer le taux de conversion des dividendes dans la monnaie de paiement effectif.

#### **Titre VI.- Généralités**

**Art. 22.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que les modifications qui lui ont été apportées ultérieurement, seront d'application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

##### *Souscription - Libération*

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Claude Schmitz: deux cents actions. ....	200
2.- Monsieur Edmond Ries: cent dix actions. ....	110
Total: trois cent dix actions. ....	310

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

*Déclaration - Evaluation des frais*

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26 et 27 de la loi précitée concernant les sociétés et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de mille deux cents Euros.

*Réunion en assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant, les comparants, représentant l'intégralité du capital, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide que, exceptionnellement et à titre transitoire, le premier exercice commencera le jour de la constitution de la société pour prendre fin le trente juin 2003.

Par conséquent, la première assemblée générale annuelle ordinaire se tiendra en 2003.

*Deuxième résolution*

L'assemblée nomme comme administrateurs pour la durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2008:

- 1.- Monsieur Edmond Ries, Expert-comptable, demeurant à Bertrange.
- 2.- Monsieur Claude Schmitz, Conseil Fiscal, demeurant à Sandweiler.
- 3.- Monsieur Guy Hornick, Expert-Comptable, demeurant à Bertrange.

*Troisième résolution*

Est nommée commissaire aux comptes pour la durée de six ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2008:

La société anonyme AUDIEX S.A., ayant son siège social à Luxembourg.

*Quatrième résolution*

L'adresse de la société est fixée au 15, avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. Schmitz, E. Ries, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 18, case 5. – Reçu 310 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2003.

J. Elvinger.

(03641/211/199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2003.

**HOPITAL DE LA VILLE D'ESCH-SUR-ALZETTE, Etablissement d'Utilité Publique.**

Siège social: Esch-sur-Alzette.

*Bilans au 31.12.2001 et 31.12.2000*

	ACTIF	31.12.2001	31.12.2000
A.	Frais d'établissement .....	-	-
B.	Actif Immobilisé: (Valeur brute: 99: 4.274.122.128,- / 98: 3.721.069.002,-)		
I.	Immobilisations incorporelles .....	249.681,31	332.662,48
II.	Immobilisations corporelles .....	77.344.248,07	69.218.588,52
III.	Immobilisations financières .....	156.172,92	156.172,92
	Sous-Total B. ....	77.750.102,30	69.707.423,92
C.	Actif circulant:		
I.	Stocks et prestations en cours:		
	Stocks .....	2.968.371,29	2.734.734,44
	Prestations en cours .....	-	-

II.	Créances:		
	Créances résultant de l'exploitation . . . . .	5.450.470,75	3.064.023,66
	Autres créances. . . . .	26.908.524,13	17.552.584,30
III.	Banques et établissements financiers:		
	Fonds placés à terme:		
	- Fonds reçus de l'Etat en vue du financement d'investissements . . . .	-	-
	- Fonds reçus d'autres tiers en vue du financement d'investissements	-	-
	- Autres dépôts à terme . . . . .	4.231.015,93	3.533.605,19
	Sous-Total: Dépôts à terme . . . . .	4.231.015,93	3.533.605,19
	Comptes courants:		
	- Comptes recevant des fonds de l'Etat en vue du financement d'in-		
	vestissements. . . . .	-	-
	- Comptes recevant des fonds d'autres tiers en vue du financement		
	d'investissements. . . . .	-	-
	- Autres comptes courants. . . . .	672.192,84	226.540,44
	Sous-Total: Comptes courants . . . . .	672.192,84	226.540,44
	Caisse. . . . .	68.656,48	88.823,37
	Sous-Total C . . . . .	40.299.231,42	27.200.311,40
D.	Comptes de régularisation . . . . .	120.391,95	144.877,65
E.	Perte de l'exercice . . . . .	640.328,43	2.129.192,54
	TOTAL ACTIF . . . . .	118.810.054,10	99.181.805,51
	PASSIF	31.12.2001	31.12.2000
A.'	Capitaux propres:		
	Capital . . . . .	11.720.943,93	11.720.943,93
	Réserves . . . . .	-	-
	Résultats reportés. . . . .	1.920.026,32	4.049.218,86
	Subventions et intérêts capitalisés sur subventions . . . . .	47.233.216,40	38.926.428,52
	Dons . . . . .	482.005,22	255.729,81
	Sous-Total A . . . . .	61.356.191,87	54.952.321,12
B.'	Provisions pour risques et charges:		
	Provisions pour grosses réparations . . . . .	-	-
	Provisions pour créances douteuses . . . . .	-	-
	Autres provisions . . . . .	560.126,20	560.126,20
	Sous-Total B . . . . .	560.126,20	560.126,20
C.'	Dettes:		
I.	Avances de la part d'organismes liés . . . . .	-	-
	Autres avances . . . . .	-	-
II.	Emprunts et dettes assimilées à durée de plus d'un an:		
	Emprunts en vue du financement d'investissements:		
	- Emprunts dont le remboursement est pris en charge par l'Etat . . . .	-	-
	- Emprunts dont le remboursement est pris en charge par d'autres		
	tiers . . . . .	-	-
	- Autres emprunts contractés en vue du financement d'investisse-		
	ments. . . . .	4.410.303,27	3.573.917,34
	Autres emprunts et dettes à plus d'un an:		
	- Emprunts auprès d'organismes liés . . . . .	-	-
	- Autres emprunts. . . . .	2.693.972,32	2.693.972,32
	Sous-Total II . . . . .	7.104.275,59	6.267.889,66
III.	Autres dettes:		
	Fournisseurs:		
	- Dettes sur achats et prestations de services généraux . . . . .	4.438.898,13	2.531.669,43
	- Dettes sur achats et prestations de services fournis dans le cadre		
	d'investissements. . . . .	4.178.311,77	4.152.882,41
	Autres dettes. . . . .	3.764.453,82	3.884.563,68
	Banques et établissements financiers:		
	- Emprunts à moins d'un an et découverts en compte courant . . . . .	14.624.230,10	12.509.408,65
	- Comptes recevant des fonds de l'Etat en vue du financement d'in-		
	vestissements. . . . .	22.783.566,62	14.322.944,36

	- Comptes recevant des fonds d'autres tiers en vue du financement d'investissements .....	-	-
	- Autres comptes courants .....	0,00	-
	Sous-Total III .....	49.789.460,44	37.401.468,53
	Sous-Total C .....	56.893.736,03	43.669.358,19
D.'	Comptes de régularisation .....	-	-
E.'	Bénéfice de l'exercice .....	-	-
	TOTAL PASSIF .....	118.810.054,10	99.181.805,51

*Comptes de profits et pertes 2001 et 2000*

	2001	2000
A.	Produits d'exploitation	
	Hospitalisations et accouchements .....	1.315.975,40    1.330.742,94
	Activités médicales .....	837.564,63    501.806,87
	Honoraires médicaux .....	-    -
	Participation directe à des frais par UCM.....	60.936.538,06    53.710.823,68
	Produits accessoires .....	2.844.645,81    3.138.867,92
	Loyers.....	9.824,85    9.771,07
	Contributions courantes diverses à des charges .....	721.998,43    683.220,58
	Sous-Total Produits d'exploitation .....	66.666.547,18    59.375.233,06
A.'	Charges d'exploitation	
	Achats .....	(17.104.787,14)    (15.157.070,74)
	Variation de stocks .....	(2.582,68)    4.628,89
	Frais de personnel .....	(43.755.384,46)    (39.297.373,00)
	Frais pour immeubles et équipements .....	(3.751.571,56)    (2.900.519,39)
	Dont:	
	Loyers et charges payés à des organismes liés: 0,-.....	-    -
	Loyer et charges autres.....	(211.632,32)    (198.523,08)
	Autres charges d'exploitation .....	(962.983,65)    (924.428,69)
	Impôts sur le revenu et sur le capital .....	-    -
	Corrections de valeur .....	(6.144.630,62)    (4.990.776,72)
	Dotations aux provisions.....	-    -
	Sous-Total Charges d'exploitation .....	(71.721.940,11)    (63.265.539,65)
A.-A.'	Résultat d'exploitation .....	(5.055.392,93)    (3.890.306,59)
B.	Amortissement des subventions d'investissements:.....	
	En provenance de l'Etat.....	3.200.794,90    1.901.678,36
	Autres.....	429,40    -
	Produits et Charges financiers:	
C.	Produits financiers, escomptes .....	387.017,74    437.582,64
C.'	Frais financiers:.....	-    -
	Dus à des organismes liés .....	-    -
	Autres frais financiers .....	(545.432,02)    (491.044,20)
C.-C.'	Résultat financier .....	(158.414,28)    (53.461,56)
	(Dont: Produits ./ charges des comptes courants et des emprunts à moins d'un an.....	-    -
(A.+B.+C.)-(A.'+C.)	Résultat courant.....	(2.012.582,91)    (2.042.089,79)
D.	Produits exceptionnels	
	Subventions d'exploitation exceptionnelles .....	-    -
	Autres produits exceptionnels .....	1.796.906,31    92.463,32
D.'	Charges exceptionnelles .....	(424.651,83)    (179.566,06)
D.-D.'	Résultat exceptionnel .....	1.372.254,48    (87.102,74)
	Total produits .....	72.051.695,53    61.806.957,38
	Total Charges.....	(72.692.023,96)    (63.936.149,92)
	Résultat de l'exercice.....	(640.328,43)    (2.129.192,54)

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 janvier 2003, vol. 326, fol. 42, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

**ATLANTIC S.A., Société Anonyme,  
(anc. ATLANTIC HOLDINGS S.A.).**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 18.004.

L'an deux mille deux, le vingt décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de ATLANTIC HOLDINGS S.A., R. C. B N° 18.004, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 12 décembre 1980, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 19 du 30 janvier 1981.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 août 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 30 du 24 janvier 1990.

La séance est ouverte à midi dix sous la présidence de Madame Geneviève Blauen, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Véronique Guebels, secrétaire, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Sandra Kaiser, corporate executive, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les dix-sept mille (17.000) actions ayant eu une valeur nominale de mille (1.000,-) francs luxembourgeois chacune constituant l'intégralité du capital social antérieur de dix-sept millions (17.000.000,-) de francs luxembourgeois sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocation préalable, tous les actionnaires représentés ayant consenti à se réunir sans autre formalité, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société en ATLANTIC S.A.
2. Suppression de la durée limitée de la Société.
3. Modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.
4. Modification de l'objet social en celui de société de participations financières avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2002 et modification afférente de l'article 2 des statuts.
5. Suppression de la référence à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding à l'article 12 des statuts.
6. Suppression de la valeur nominale des actions et constatation que le capital social est désormais exprimé en EUR.
7. Introduction à l'article 3 d'une disposition supplémentaire ayant la teneur suivante:  
«La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.»
8. Modification subséquente de l'article 3 des statuts.
9. Reformulation du troisième alinéa de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:  
«En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.»
10. Suppression de l'article 7 des statuts.
11. Suppression du deuxième alinéa de l'article 8 des statuts.
12. Suppression des mots «et pour la première fois en 1982» à la première phrase de l'article 9 des statuts.
13. Ajout d'un article 12 ayant la teneur suivante:  
«Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.»
14. Renumérotation des articles 8 à 12.
15. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

La dénomination sociale de la Société est changée de ATLANTIC HOLDINGS S.A. en ATLANTIC S.A.

*Deuxième résolution*

La durée limitée de la Société est supprimée.

*Troisième résolution*

En conséquence des deux résolutions qui précèdent, l'article 1<sup>er</sup> des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>. Alinéa 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de ATLANTIC S.A.  
Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.»

#### *Quatrième résolution*

L'objet social de la Société est changé de celui de société Holding 1929 en celui de société pleinement imposable, et ce avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2002.

Par ailleurs, la référence à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding à l'article 12 des statuts est supprimée.

En conséquence les articles 2 et 12 des statuts de la Société sont modifiés pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** La Société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet dans la mesure où la Société sera considérée selon les dispositions applicables comme «Société de Participations Financières».

La Société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.»

«**Art. 12.** La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

#### *Cinquième résolution*

La valeur nominale des actions est supprimée et le capital social est désormais exprimé en euros, de sorte qu'il est fixé à EUR 421.419,- divisé en 17.000 actions sans désignation de valeur nominale.

#### *Sixième résolution*

A l'article 3 des statuts de la Société est introduite une disposition supplémentaire ayant la teneur suivante:

«La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.»

#### *Septième résolution*

En conséquence des deux résolutions qui précèdent, l'article 3 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à quatre cent vingt et un mille quatre cent dix-neuf (421.419,-) euros (EUR), divisé en dix-sept mille (17.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.»

#### *Huitième résolution*

Le troisième alinéa de l'article 4 des statuts est reformulé pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Alinéa 3.** En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.»

#### *Neuvième résolution*

L'article 7 des statuts de la Société est supprimé.

#### *Dixième résolution*

Le deuxième alinéa de l'article 8 des statuts de la Société est supprimé.

#### *Onzième résolution*

A la première phrase de l'article 9 des statuts de la Société les mots «et pour la première fois en 1982» sont supprimés.

#### *Douzième résolution*

Il est ajouté aux statuts un article 11 nouveau ayant la teneur suivante:

«Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acompte sur dividendes.»

Les anciens articles 8 à 12 des statuts de la Société sont renumérotés 7 à 12.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à midi vingt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.



Signé: G. Blauen, V. Guebels, S. Kaiser, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2002, vol. 138S, fol. 14, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2003.

A. Schwachtgen.

(04948/230/130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**ATLANTIC S.A., Société Anonyme,  
(anc. ATLANTIC HOLDINGS S.A.).**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 18.004.

Statuts coordonnés suivant l'acte N° 1681 du 20 décembre 2002, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour le Notaire A. Schwachtgen

R. Thill

(04949/230/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**COTRACHIM S.A., COMPAGNIE DE TRANSPORTS CHIMIQUES S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-6726 Grevenmacher, 7, Op Flohr.  
H. R. Luxemburg B 54.004.

Im Jahre zweitausendzwei, am neunten Dezember.

Vor Notar Jean-Paul Hencks, im Amtssitze zu Luxemburg,

fand eine ausserordentliche Generalversammlung statt der Aktionäre der Aktiengesellschaft COMPAGNIE DE TRANSPORTS CHIMIQUES S.A., abgekürzt COTRACHIM S.A., mit Sitz in Grevenmacher, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 28. September 1995, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 164 vom 2. April 1996, und deren Satzung wurde abgeändert gemäss Urkunde des amtierenden Notars vom 26. April 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 547 vom 16. Juli 1999. Der Sitz der Gesellschaft wurde verlegt gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 8. November 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 427, vom 16. März 2002.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Willem Macleanen, Diplomkaufmann, wohnend in Grevenmacher,

welcher zum Schriftführer bestimmt Frau Marie-Paule Kohn-Thibo, Privatbeamtin, wohnend in Luxembourg.

Die Versammlung ernennt zum Stimmzähler Herr Frank Ferron, Notarsekretär, wohnend in Bofferdange.

Nachdem das Versammlungsbüro also aufgestellt worden war, ersuchte der Vorsitzende den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Zahl der Aktien ergibt sich aus einer Anwesenheitsliste die durch den Versammlungsvorstand und den Notar unterzeichnet wurde; diese Anwesenheitsliste, ebenso wie die ne varietur unterzeichneten Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigebogen, mit der sie einregistriert werden.

II.- Aus dieser Anwesenheitsliste ergibt es sich, dass sämtliche Aktien bei dieser Versammlung vertreten sind. Die Versammlung ist somit ordnungsgemäss zusammengesetzt und kann rechtsgültig über die Tagesordnung beraten.

III.- Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1) Abänderung von Artikel 12.- der Satzung um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 12.** Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, wovon eine Unterschrift die des Delegierten des Verwaltungsrats sein muss, oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.»

2) Verschiedenes.

IV.- Nach diesen Erklärungen nahm die Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

*Einzigter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die Vertretungsregeln der Gesellschaft abzuändern und somit Artikel 12.- der Satzung durch folgenden Wortlaut zu ersetzen:

«**Art. 12.** Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, wovon eine Unterschrift die des Delegierten des Verwaltungsrats sein muss, oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.»

Sodann wurde die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxembourg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Generalversammlung haben alle Mitglieder des Büros mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: W. Macleanen, M.P. Thibo, F. Ferron, J.P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 27, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zweck der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 14. Januar 2003.

J.-P. Hencks.

(04987/216/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**COTRACHIM S.A., COMPAGNIE DE TRANSPORTS CHIMIQUES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6726 Grevenmacher, 7, Op Flohr.

R.C. Luxembourg B 54.004.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Hencks.

(04988/216/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**NAVIRA S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-6726 Grevenmacher, 7, op Flohr.

H. R. Luxemburg B 83.626.

Im Jahre zweitausendzwei, am neunten Dezember.

Vor Notar Jean-Paul Hencks, im Amtssitze zu Luxemburg,

fand eine ausserordentliche Generalversammlung statt der Aktionäre der Aktiengesellschaft NAVIRA S.A., mit Sitz in Grevenmacher, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 19. September 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 222 vom 8. Februar 2002.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Willem Macleanen, Diplomkaufmann, wohnend in Grevenmacher,

welcher zum Schriftführer bestimmt Frau Marie-Paule Kohn-Thibo, Privatbeamtin, wohnend in Luxembourg.

Die Versammlung ernennt zum Stimmzähler Herr Frank Ferron, Notarsekretär, wohnend in Bofferdange.

Nachdem das Versammlungsbüro also aufgestellt worden war, ersuchte der Vorsitzende den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Zahl der Aktien ergibt sich aus einer Anwesenheitsliste die durch den Versammlungsvorstand und den Notar unterzeichnet wurde; diese Anwesenheitsliste, ebenso wie die ne varietur unterzeichneten Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigegeben, mit der sie einregistriert werden.

II.- Aus dieser Anwesenheitsliste ergibt es sich, dass sämtliche Aktien bei dieser Versammlung vertreten sind. Die Versammlung ist somit ordnungsgemäss zusammengesetzt und kann rechtsgültig über die Tagesordnung beraten.

III.- Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1) Abänderung von Artikel 12.- der Satzung um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 12.** Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, wovon eine Unterschrift die des Delegierten des Verwaltungsrats sein muss, oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.»

2) Verschiedenes.

IV. - Nach diesen Erklärungen nahm die Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

*Einzigter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die Vertretungsregeln der Gesellschaft abzuändern und somit Artikel 12.- der Satzung durch folgenden Wortlaut zu ersetzen:

«**Art. 12.** Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, wovon eine Unterschrift die des Delegierten des Verwaltungsrats sein muss, oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.»

Sodann wurde die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung an die Generalversammlung haben alle Mitglieder des Büros mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: W. Macleanen, M.P. Thibo, F. Ferron, J.P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 27, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zweck der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 14. Januar 2003.

J.-P. Hencks.

(04991/216/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**NAVIRA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6726 Grevenmacher, 7, op Flohr.  
R. C. Luxembourg B 83.626.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2003.

J.-P. Hencks.

(04992/216/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**SANICO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4460 Belvaux, 58, rue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 33.885.

*Assemblée Générale Extraordinaire et Statutaire du 11 décembre 2001*

L'associé de la société a décidé de convertir le capital social de LUF en EUR au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 500.000,- soit établi à EUR 12.394,68.

La conversion s'applique avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le capital social est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit cents (EUR 12.394,68) représenté par 100 parts sociales de EUR 123,95 chacune entièrement libérées.

Belvaux, le 11 décembre 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2002, vol. 570, fol. 6, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04867/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**OIL INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5488 Ehnen, 1, rue de Wormeldange-Haut.  
R. C. Luxembourg B 29.119.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2001, enregistré à Remich, le 6 janvier 2003, vol. 177, fol. 77, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 15 janvier 2003.

Pour OIL INTERNATIONAL HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

Signature

(04725/598/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**PICTET FIXED INCOME FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 38.034.

**EXTRAIT**

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 2 décembre 2002 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a approuvé les rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. L'Assemblée a approuvé les comptes annuels audités au 30 septembre 2002 tels que soumis par le Conseil d'Administration.
3. L'Assemblée décide de reporter le résultat pour les classes d'actions pratiquant une politique de capitalisation et décide de distribuer le dividende ordinaire pour les classes d'actions pratiquant la distribution.
4. L'Assemblée a donné décharge aux administrateurs de toute responsabilité découlant des actes accomplis au cours de l'exercice social se terminant le 30 septembre 2002.
5. L'Assemblée a reconduit les mandats de Messieurs Frédéric Fasel, Patrick Schott, Yves Martignier, Jean Pilloud, Pierre-Alain Eggly et de Christian Gellerstad pour une période d'une année.
6. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur DELOITTE & TOUCHE S.A.

Pour PICTET FIXED INCOME FUND

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2003, vol. 579, fol. 5, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05005/052/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**HIM-RACING-KART, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3394 Roeser, 33A, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 57.089.

*Assemblée Générale Extraordinaire et Statutaire du 11 décembre 2001*

Les associés de la société ont décidé à l'unanimité de convertir le capital social de LUF en EUR au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 500.000,- soit établi à EUR 12.394,68.

La conversion s'applique avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Les associés décident d'augmenter le capital social par incorporation des bénéfices reportés d'un montant de EUR 105,32 pour le porter de son montant actuel de EUR 12.394,68 à EUR 12.500,- sans émission des parts nouvelles.

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500) représenté par 500 parts sociales de EUR 25,- chacune entièrement libérées.

Roeser, le 11 décembre 2001.

Signatures.

(04870/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

**ARSAN HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 72.730.

In the year two thousand and two, on December nineteenth.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of ARSAN HOLDING, S.à r.l., having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, on November 15th, 1999, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, number 62 of January 19, 2000, the articles of incorporation of the company have been amended by a deed of the undersigned notary of October 14th, 2002, not yet published in the Mémorial C.

The meeting is opened by M<sup>e</sup> Jean Steffen, attorney-at-law, residing in Luxembourg, being in the chair, who appoints as secretary of the meeting M<sup>e</sup> Candice Wisser, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer M<sup>e</sup> Marie-Claude Frank, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I.- The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of one billion and seven hundred million USD (USD 1,700,000,000.-) to bring it from its present amount of thirty-five thousand USD (USD 35,000.-) to one billion seven hundred million and thirty-five thousand USD (USD 1,700,035,000.-) by the creation and the issue of seventeen million (17,000,000) new shares having a par value of one hundred USD (USD 100.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares and waiver by the existing shareholder of his preferential subscription rights;

2. Amendment of article 7 of the Company's articles of incorporation so as to reflect the proposed increase of the share capital.

II.- There has been established an attendance list, showing the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them, which list after having been signed by the shareholders or their proxies, by the members of the Bureau of the meeting and by the undersigned notary, will be registered with this deed.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled in the same manner by the members of the Bureau of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to this minute.

III.- It appears from the attendance list, that all the shares are present or represented at the meeting. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the partners have been informed before the meeting.

IV.- After deliberation, the following resolutions were unanimously taken:

*First resolution*

The meeting resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of one billion and seven hundred million USD (USD 1,700,000,000.-) to bring it from its present amount of thirty-five thousand USD (USD 35,000.-) to one billion seven hundred million and thirty-five thousand USD (USD 1,700,035,000.-) by the creation and the issue of seventeen million (17,000,000) new shares having a par value of one hundred USD (USD 100.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

And at this time intervened FT HOLDING 1 S.A. and FT HOLDING 2 S.A. who declared to subscribe the new shares together with the issue premiums.

*Subscription*

Eight million and five hundred thousand (8,500,000) new shares have been subscribed by FT HOLDING 1 S.A., with registered office at 3rd Floor Geneva, Place Waterfront Drive, P.O. 3175 Road Town, Tortola, BVI, represented by Jean Steffen, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December, 19, 2002 and eight million and five hundred thousand (8,500,000) new shares have been subscribed by FT HOLDING 2 S.A., with registered office

at 3rd Floor Geneva, Place Waterfront Drive, P.O. 3175 Road Town, Tortola, BVI, represented by Jean Steffen, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December, 19, 2002.

To the extent necessary, Mr Carl Stadelhofer declares that he waives his preferential right of subscription.

All the 17,000,000 new shares have been fully paid up by the following contributions in kind:

1. FT HOLDING 1 S.A. contributed 10,000 shares (with a par value of 25.- USD each) of WORLDWIDE ENTERPRISES HOLDING S.A., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, in exchange for 250,000 new shares issued by the Company.

2. FT HOLDING 2 S.A. contributed 10,000 shares (with a par value of 25.- USD each) of WORLDWIDE ENTERPRISES HOLDING S.A., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, in exchange for 250,000 new shares issued by the Company.

3. FT HOLDING 1 S.A. contributed 500 shares (with a par value of 1,000.- USD each) of ALRU HOLDING S.A., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, in exchange for 1,500,000 new shares issued by the Company.

4. FT HOLDING 2 S.A. contributed 500 shares (with a par value of 1,000.- USD each) of ALRU HOLDING S.A., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, in exchange for 1,500,000 new shares issued by the Company.

5. FT HOLDING 1 S.A. contributed 500 shares (with no par value each) of OILRU HOLDING S.A., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, in exchange for 6,750,000 new shares issued by the Company.

6. FT HOLDING 2 S.A. contributed 500 shares (with no par value each) of OILRU HOLDING S.A., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, in exchange for 6,750,000 new shares issued by the Company.

#### *Second resolution*

The meeting resolves to amend article 7 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect such increase of capital, and to give it the following text:

«**Art. 7. 1st Paragraph.** The corporate capital is set at one billion seven hundred million and thirty-five thousand USD (USD 1,700,035,000.-) divided into seventeen million three hundred and fifty (17,000,350) shares having a par value of one hundred USD (USD 100.-) each.»

#### *Capital duty exemption*

The meeting acknowledges that the present contributions are «share for share» contributions governed by the provisions of article 4-2 of the Luxembourg law of December 29th, 1971 concerning taxes assessed on capital contributions in civil and commercial companies and requests the capital duty exemption provided for in the aforementioned article.

#### *Costs*

The costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at six thousand and three hundred Euros (€ 6,300.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ARSAN HOLDING, Sà r.l., avec siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 novembre 1999, publié au Mémorial C numéro 62, du 19 janvier 2000, dont les statuts ont été modifiés au termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 14 octobre 2002, en voie de publication au Mémorial (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M<sup>e</sup> Jean Steffen, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire M<sup>e</sup> Candice Wiser, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur M<sup>e</sup> Marie-Claude Frank, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président a requis le notaire soussigné d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un milliard sept cent millions USD (USD 1.700.000.000) pour le porter de son montant actuel de trente-cinq mille USD (USD 35.000,-) à un milliard sept cent millions et trente-cinq mille USD (USD 1.700.035.000,-) par la création et l'émission de dix-sept millions (17.000.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent USD (USD 100,-) chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions déjà existantes et renonciation par l'actionnaire existant à ses droits de souscription préférentiels.

2. Modification de l'article 7 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital envisagée.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par les membres du Bureau et par le notaire instrumentaire, sera enregistrée avec le présent acte.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du Bureau et le notaire instrumentaire.

III.- Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Après délibération, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital de la Société à concurrence d'un milliard sept cent millions USD (USD 1.700.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente-cinq mille USD (USD 35.000,-) à un milliard sept cent millions et trente-cinq mille USD (USD 1.700.035.000,-) par la création et l'émission de dix-sept millions (17.000.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent USD (USD 100,-) chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions déjà existantes.

Et à ce moment interviennent FT HOLDING 1 S.A. et FT HOLDING 2 S.A., qui déclarent souscrire les actions nouvelles ensemble avec les primes d'émission.

*Souscription*

Huit millions cinq cent mille (8.500.000) actions nouvelles ont été souscrites par FT HOLDING 1 S.A., avec siège social au 3<sup>e</sup> Etage Geneva, Place Waterfront Drive, P.O. 3175 Road Town, Tortola, BVI, ici représenté par M<sup>e</sup> Jean Steffen, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 19 décembre 2002 et huit millions cinq cent mille (8.500.000) actions nouvelles ont été souscrites par FT HOLDING 2 S.A., avec siège social au 3<sup>e</sup> Etage Geneva, Place Waterfront Drive, P.O. 3175 Road Town, Tortola, BVI, ici représenté par M<sup>e</sup> Jean Steffen, préqualifié, en vertu d'une procuration donnée le 19 décembre 2002.

Pour autant que de besoin, Monsieur Carl Stadelhofer déclare renoncer à son droit préférentiel de souscription.

Les 17.000.000 actions nouvelles ont été entièrement libérées par les apports en nature suivants:

1. FT HOLDING 1 S.A. apporte 10.000 actions (avec valeur nominale de 25,- USD chacune) de WORLDWIDE ENTERPRISES HOLDING S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en échange de 250.000 actions nouvelles émises par la Société.

2. FT HOLDING 2 S.A. apporte 10.000 actions (avec valeur nominale de 25,- USD chacune) de WORLDWIDE ENTERPRISES HOLDING S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en échange de 250.000 actions nouvelles émises par la Société.

3. FT HOLDING 1 S.A. apporte 500 actions (avec valeur nominale de 1.000,- USD chacune) de ALRU HOLDING S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en échange de 1.500.000 actions nouvelles émises par la Société.

4. FT HOLDING 2 S.A. apporte 500 actions (avec valeur nominale de 1.000,- USD chacune) de ALRU HOLDING S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en échange de 1.500.000 actions nouvelles émises par la Société.

5. FT HOLDING 1 S.A. apporte 500 actions (sans désignation de valeur nominale) de OILRU HOLDING S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en échange de 6.750.000 actions nouvelles émises par la Société.

6. FT HOLDING 2 S.A. apporte 500 actions (sans désignation de valeur nominale) de OILRU HOLDING S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en échange de 6.750.000 actions nouvelles émises par la Société.

*Deuxième résolution*

Pour refléter l'augmentation de capital qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 7 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 7. 1<sup>er</sup> Alinéa.** Le capital social est fixé à un milliard sept cent millions et trente-cinq mille USD (USD 1.700.035.000,-), représenté par dix-sept millions et trois cent cinquante (17.000.350) actions d'une valeur nominale de cent USD (USD 100,-) chacune.»

*Exonération du droit d'apport*

L'assemblée prend acte que les apports ci-présents sont des apports de parts d'associés en échange d'autres parts, réglementés par les dispositions de l'article 4-2 de la loi luxembourgeoise du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales, et demande l'exonération du droit d'apport telle qu'elle résulte de l'article susmentionné.

*Coût*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte, sont évalués à six mille trois cents euros (€ 6.300,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Steffen, C. Wiser, M.-C. Frank, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 décembre 2002, vol. 884, fol. 59, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 2003.

F. Kessler.

(05078/219/182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**ARSAN HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 72.730.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis Kessler, en date du 19 décembre 2002, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 2003.

F. Kessler.

(05079/219/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**ABSOLUTE VENTURES S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Registered office: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 87.345.

In the year two thousand and two, on the twenty-third of December.

Before us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the «société en commandite par actions» established in Luxembourg under the denomination of ABSOLUTE VENTURES S.C.A., incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on May 6, 2002, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Number 1124 of 25 July 2002.

The meeting begins at four thirty p.m., Mr Jean Lambert, «Maître en Sciences Economiques», with professional address at 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, being in the Chair

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Raymond Thill, maître en droit, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Marc Prospert, maître en droit, residing at Bertrange.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the sixteen thousand (16,000) shares comprising three thousand (3,000) Redeemable Shares («A shares»), three thousand (3,000) Ordinary Shares («B shares») and ten thousand (10,000) Shares («C shares») having a par value of two euros (EUR 2.-) each, representing the entire corporate capital of thirty-two thousand (32,000.-) euro are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholders having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the shareholders all present or represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

1. Increase of the issued share capital of the Company for the amount of twenty-one thousand six hundred euros (EUR 21,600.-) in order to increase it from the present amount of thirty-two thousand euros (EUR 32,000.-) to the amount of fifty-three thousand six hundred euros (EUR 53,600.-) and by issuing:

- Five thousand four hundred (5,400) Redeemable Shares («A shares») having a par value of two euros (EUR 2.-) each and a premium of four hundred ninety-six euros (EUR 496.-) each, pay up these shares entirely in cash;

- Five thousand four hundred (5,400) Ordinary Shares («B shares») having a par value of two euros (EUR 2.-) each, pay up these shares entirely in cash.

Increase of the share premium paid on the «A shares» by the amount of EUR 2,678,400.- (two million six hundred seventy-eight thousand four hundred euros) in order to increase it from the present amount of EUR 1,488,000.- (one million four hundred eighty-eight thousand euros) to the amount of EUR 4,166,400.- (four million one hundred sixty-six thousand four hundred euros).

After the capital increase, the new issued share capital of the company will be divided into twenty-six thousand eight hundred (26,800) Shares, comprising:

i) eight thousand four hundred (8,400) Redeemable Shares having a par value of two euros (EUR 2.-) each («A shares»);

ii) eight thousand four hundred (8,400) Ordinary Shares having a par value of two euros (EUR 2.-) each («B shares»);

iii) ten thousand (10,000) Shares having a par value of two euros (EUR 2.-) each, allocated to the Unlimited Shareholder («C Shares»).

In addition to the issued capital, the issue premiums will amount to a total of four million one hundred sixty-six thousand four hundred euros (EUR 4,166,400.-) on the A Shares.

2. Subscription of the new shares.

3. Modification of Article 5 of the statutes.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

*First resolution*

The general meeting resolved to increase the share capital by twenty-one thousand six hundred (21,600.-) euro to raise it from thirty-two thousand (32,000.-) euro to fifty-three thousand six hundred (53,600.-) euro by the creation and issue of ten thousand eight hundred (10,800) new shares having a par value of two (2.-) euro each.

The new shares have been subscribed and fully paid up in cash, as follows:

- five hundred and forty (540) Redeemable Shares («A shares») and five hundred and forty (540) Ordinary Shares («B shares») by INARCASSA CASSA NAZIONALE DI PREVIDENZA ED ASSISTENZA PER GLI INGEGNERIED ARCHITETTI LIBERI PROFESSIONISTI, having its registered office at Via Salaria 229, 00199 Rome, Italy,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Rome, on December 10, 2002,

- two thousand two hundred and fifty (2,250) Redeemable Shares («A shares») and two thousand two hundred and fifty (2,250) Ordinary Shares («B shares») by E.N.P.A.M. ENTE NAZIONALE PREVIDENZA ED ASSISTENZA DEI MEDICI E DEGLI ODONTOIATRI, having its registered office at Via Torino 38, 00184 Rome, Italy,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Rome, on December 17, 2002,

- three hundred and sixty (360) Redeemable Shares («A shares») and three hundred and sixty (360) Ordinary Shares («B shares») by SELVA S.A., having its registered office at L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Brescia, on December 11, 2002,

- three hundred and sixty (360) Redeemable Shares («A shares») and three hundred and sixty (360) Ordinary Shares («B shares») by CASSA NAZIONALE DI PREVIDENZA E ASSISTENZA FORENSE, having its registered office at Via Ennio Quirino Visconti 8, 00193 Rome, Italy,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Rome, on December 17, 2002,

- three hundred and sixty (360) Redeemable Shares («A shares») and three hundred and sixty (360) Ordinary Shares («B shares») by MARIELLA BURANI FASHION GROUP S.p.A., having its registered office at Via Della Repubblica 86, 42025 Cavriago (Reggio Emilia), Italy,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Cavriago, Italy, on December 18, 2002,

- three hundred and sixty (360) Redeemable Shares («A shares») and three hundred and sixty (360) Ordinary Shares («B shares») by Mr Luigi Bellet, trader, residing in Via S. Pio X n° 10, 35015 Galliera Veneta, Italy,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Galliera Veneta, on December 10, 2002,

- four hundred and fifty (450) Redeemable Shares («A shares») and four hundred and fifty (450) Ordinary Shares («B shares») by OPULENT HOLDINGS LTD, a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at P.O. Box 146, Tortola, British Virgin Islands,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Lugano, on December 13, 2002,

- seven hundred and twenty (720) Redeemable Shares («A shares») and seven hundred and twenty (720) Ordinary Shares («B shares») by KABELLA INVESTING CORP., a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Vanterpool Plaza, P.O. Box 873, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

here represented by Mr Jean Lambert, prenamed,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on December 10, 2002,

said proxies, after signature ne varietur by the mandatories and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Besides the par value of the shares the subscribers paid in a share premium of a total amount of two million six hundred and seventy-eight thousand four hundred (2,678,400.-) euro.

It has been proved to the undersigned notary who expressly acknowledges it that the amount of two million seven hundred thousand (2,700,000.-) euro is as of now available to the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the two preceding resolutions, the two first paragraphs of Article 5 of the Articles of Incorporation are amended and shall henceforth read as follows:

**«Art. 5. Share capital. Paragraphs 1 and 2.** The Company has an issued capital of fifty-three thousand six hundred euro (EUR 53,600.-), divided into twenty-six thousand eight hundred (26,800) shares comprising:

i) eight thousand four hundred (8,400) Redeemable Shares having a par value of two euros (EUR 2.-) each («A shares»);



- ii) eight thousand four hundred (8,400) Ordinary Shares having a par value of two euros (EUR 2.-) each («B shares»);
- iii) ten thousand (10,000) Shares having a par value of two euros (EUR 2.-) each, allocated to the Unlimited Shareholder («C shares»).

In addition to the issued capital, issue premiums for a total amount of four million one hundred and sixty-six thousand four hundred euro (EUR 4,166,400.-) have been paid on the A shares».

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at four forty-five p.m.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille deux, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société en commandite par actions établie à Luxembourg sous la dénomination de ABSOLUTE VENTURES S.C.A., ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, le 6 mai 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Numéro 1124 du 25 juillet 2002.

La séance est ouverte à seize heures trente sous la présidence de Monsieur Jean Lambert, Maître en Sciences Economiques, avec adresse professionnelle au 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, maître en droit, demeurant à Bertrange.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois mille (3.000) Actions Rachetables («Actions A»), les trois mille (3.000) Actions Ordinaires («Actions B») et les dix mille (10.000) Actions («Actions C») d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2.-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-deux mille (32.000,-) euros sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social émis de la Société à concurrence d'un montant de vingt et un mille six cents euros (EUR 21.600,-) pour l'augmenter de son montant actuel de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) à un montant de cinquante-trois mille six cents euros (EUR 53.600,-) par l'émission de:

- Cinq mille quatre cents (5.400) Actions Rachetables («Actions A») d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune et une prime d'émission de quatre cent quatre-vingt-seize euros (EUR 496,-) chacune, libérer entièrement ces actions en espèces;

- Cinq mille quatre cents (5.400) Actions Ordinaires («Actions B») d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, libérer entièrement ces actions en espèces.

Augmentation de la prime d'émission payée sur les «Actions A» d'un montant de 2.678.400,- EUR (deux millions six cent soixante-dix-huit mille quatre cents euros) pour l'augmenter de son montant actuel de 1.488.000,- EUR (un million quatre cent quatre-vingt-huit mille euros) à un montant de 4.166.400,- EUR (quatre millions cent soixante-six mille quatre cents euros).

Après l'augmentation de capital, le nouveau capital émis de la société sera divisé en vingt-six mille huit cents (26.800) Actions, comprenant:

- i) huit mille quatre cents (8.400) Actions Rachetables d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune («Actions A»);

- ii) huit mille quatre cents (8.400) Actions Ordinaires d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune («Actions B»);

- iii) dix mille (10.000) Actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, attribuées à l'Actionnaire Commandité («Actions C»).

En plus du capital émis, des primes d'émission d'un montant total de quatre millions cent soixante-six mille quatre cents euros (EUR 4.166.400,-) ont été payées sur les Actions A.»

2. Souscription des nouvelles actions.

3. Modification de l'article 5 des statuts.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé les points précités de l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de vingt et un mille six cents (21.600,-) euros pour le porter de trente-deux mille (32.000,-) euros à cinquante-trois mille six cents (53.600,-) euros par la création et l'émission de dix mille huit cents (10.800) actions nouvelles d'une valeur nominale de deux (2,-) euros chacune.

Les nouvelles actions ont été souscrites et entièrement libérées en espèces de la manière suivante:

- cinq cent quarante (540) Actions Rachetables et cinq cent quarante (540) Actions Ordinaires par INARCASSA CASSA NAZIONALE DI PREVIDENZA ED ASSISTENZA PER GLI INGEGNERI ED ARCHITETTI LIBERI PROFESSIONISTI, ayant son siège social à Via Salaria 229, 00199 Rome, Italie, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rome, le 10 décembre 2002,
  - deux mille deux cent cinquante (2.250) Actions Rachetables et deux mille deux cent cinquante (2.250) Actions Ordinaires par E.N.P.A.M. ENTE NAZIONALE PREVIDENZA ED ASSISTENZA DEI MEDICI E DEGLI ODONTOIATRI, ayant son siège social à Via Torino 38, 00184 Rome, Italie, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rome, le 17 décembre 2002,
  - trois cent soixante (360) Actions Rachetables et trois cent soixante (360) Actions Ordinaires par SELVA S.A., ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Brescia, le 11 décembre 2002,
  - trois cent soixante (360) Actions Rachetables et trois cent soixante (360) Actions Ordinaires par CASSA NAZIONALE DI PREVIDENZA E ASSISTENZA FORENSE, ayant son siège social à Via Ennio Quirino Visconti 8, 00193 Rome, Italie, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Rome, le 17 décembre 2002,
  - trois cent soixante (360) Actions Rachetables et trois cent soixante (360) Actions Ordinaires par MARIELLA BURANI FASHION GROUP S.p.A., ayant son siège social à Via Della Repubblica 86, 42025 Cavriago (Reggio Emilia), Italie, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Cavriago, Italie, le 18 décembre 2002,
  - trois cent soixante (360) Actions Rachetables et trois cent soixante (360) Actions Ordinaires par Monsieur Luigi Bellet, commerçant, demeurant Via S. Pio X n° 10, 35015 Galliera Veneta, Italie, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Galliera Veneta, le 10 décembre 2002,
  - quatre cent cinquante (450) Actions Rachetables et quatre cent cinquante (450) Actions Ordinaires par OPULENT HOLDINGS LTD, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à P.O. Box 146, Tortola, Iles Vierges Britanniques, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Lugano, le 13 décembre 2002,
  - sept cent vingt (720) Actions Rachetables et sept cent vingt (720) Actions Ordinaires par KABELLA INVESTING CORP., une société établie sous la loi des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Vanterpool Plaza, P.O. Box 873, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 10 décembre 2002,
- lesquelles procurations, après signature ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentaire resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Outre la valeur nominale des actions les souscripteurs ont payé une prime d'émission d'un montant total de deux millions six cent soixante-dix-huit mille quatre cents (2.678.400,-) euros.

Il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément que le montant de deux millions sept cent mille (2.700.000,-) euros est dès à présent à la libre disposition de la société.

*Deuxième résolution*

Suite aux deux résolutions qui précèdent, les deux premiers alinéas de l'article 5 des statuts sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Capital. Alinéas 1 et 2.** La Société a un capital émis de cinquante-trois mille six cents euros (EUR 53.600), divisé en vingt-six mille huit cents (26.800) actions comprenant:

- i) huit mille quatre cents (8.400) Actions Rachetables d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune («Actions A»);
- ii) huit mille quatre cents (8.400) Actions Ordinaires d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune («Actions B»);
- iii) dix mille (10.000) Actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, attribuées à l'Actionnaire Commandité («Actions C»).

En plus du capital émis, des primes d'émission d'un montant total de quatre millions cent soixante-six mille quatre cents euros (EUR 4.166.400,-) ont été payées sur les Actions A.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée à seize heures quarante-cinq.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J. Lambert, R. Thill, M. Prospert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2003, vol. 17CS, fol. 4, case 5. – Reçu 27.000 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2003.

A. Schwachtgen.

(04946/230/243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**ABSOLUTE VENTURES S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 87.345.

Statuts coordonnés suivant l'acte N° 1716 du 23 décembre 2002, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour le Notaire A. Schwachtgen

R. Thill

(04947/230/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**PEINTURE JUNG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1218 Luxembourg, 1A, rue Baudouin.

R. C. Luxembourg B 34.215.

*Assemblée Générale Extraordinaire et Statutaire du 11 décembre 2001*

Les associés de la société ont décidé à l'unanimité de convertir le capital social de LUF en EUR au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 500.000,- soit établi à EUR 12.394,68.

La conversion s'applique avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Les associés décident d'augmenter le capital social par incorporation des bénéfices reportés d'un montant de EUR 105,32 pour le porter de son montant actuel de EUR 12.394,68 à EUR 12.500,- sans émission des parts nouvelles.

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500) représenté par 100 parts sociales de EUR 25,- chacune entièrement libérées.

Luxembourg, le 11 décembre 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2002, vol. 570, fol. 6, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04869/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

**I.V.ENGINEERING LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R. C. Luxembourg B 52.616.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social le 4 février 2002 à 13.00 heures*

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1.- L'assemblée décide de convertir le capital en euros avec effet immédiat au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le capital social de la société est converti de la manière suivante:

- Conversion de 1.250.000,- LUF / 40,3399 .....	30.986,69 EUR
- Augmentation du capital par incorporation de réserves .....	13,31 EUR

Le capital social de 31.000,- euros est représenté par 125 actions d'une valeur nominale de 24,80 euros chacune, entièrement libérées.

2.- Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée après lecture du procès-verbal qui est signé par le Président, le Secrétaire et le Scrutateur.

Signature / Signature / Signature

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2002, vol. 577, fol. 99, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04983/642/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**JARDIN DE JADE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 14, rue d'Anvers.  
R. C. Luxembourg B 18.305.

—  
*Assemblée Générale Extraordinaire et Statutaire du 11 décembre 2001*

L'Associé de la société a décidé de convertir le capital social de LUF en EUR au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 1.000.000,- soit établi à EUR 24.789,35.

La conversion s'applique avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

L'associé décide d'augmenter le capital social par incorporation des bénéfices reportés d'un montant de EUR 10,65 pour le porter de son montant actuel de EUR 24.789,35 à EUR 24.800,- sans émission des parts nouvelles.

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 24.800,-) représenté par 100 parts sociales de EUR 248,- chacune entièrement libérées.

Luxembourg, le 11 décembre 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2002, vol. 570, fol. 6, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04873/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**CARROSSERIE MUEHLEN & CIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, ZARE Ouest.  
R. C. Luxembourg B 12.616.

—  
*Assemblée Générale Extraordinaire et Statutaire du 11 décembre 2001*

Les associés de la société ont décidé de convertir le capital social de LUF en EUR au cours de LUF 40,3399 pour EUR 1,- de façon à ce que le capital social actuel de LUF 8.500.000,- soit établi à EUR 210.709,50.

La conversion s'applique avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le capital social est fixé à deux cent dix mille sept cent neuf euros cinquante cents (EUR 210.709,50) représenté par 100 parts sociales de EUR 25,- chacune entièrement libérées.

Ehlerange, le 11 décembre 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2002, vol. 570, fol. 6, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04874/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**ORCO PROPERTY GROUP.**

Siège social: Luxembourg, 31, rue Notre Dame.  
R. C. Luxembourg B 44.996.

—  
Les comptes sociaux au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 6 janvier 2003, vol. 578, fol. 61, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Le mandataire*

(04905/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**ALIMENTA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.  
R. C. Luxembourg B 16.853.

Société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 juillet 1979, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C n° 248 du 25 octobre 1979.

—  
Les comptes consolidés au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 92, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2003.

ALIMENTA HOLDING S.A.

Société Anonyme

Signature

(04880/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**H.B.S. S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R. C. Luxembourg B 66.531.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue le 2 mai 2002 à 15.00 heures à Luxembourg*

L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Mesdames J. Lietz et D. Vervaet et de Monsieur B. Ewen, Administrateurs, et de Monsieur Pierre Schill, Commissaire aux Comptes, pour un terme venant à échéance à la prochaine assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2002.

Pour copie conforme  
Signature / Signature  
Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 94, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04887/009/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**WELILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 57.424.

*Extract of the minutes of the Annual General Meeting held on June 5, 2002 at 2.00 p.m. in Luxembourg*

- The terms of the Managers' mandates end at today's Meeting.

The Annual General Meeting decides to renew all mandates for a period ending at the Annual General Meeting approving the annual accounts as at 31st December 2002.

Certified copy  
R.A.H. Van Weelde  
Manager

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 94, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04888/009/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**H.C.A. S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 66.405.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue le 8 mai 2002 à 10.00 heures à Luxembourg*

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme venant à échéance à la prochaine assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2002.

Pour copie conforme  
Signature / Signature  
Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 94, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04893/009/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**SUNFLOWER MONTESSORI CRECHE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2630 Luxembourg, 13, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 83.140.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 95, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour la société  
FIDUCIAIRE FIBETRUST  
Signature

(04897/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**SODEFI S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 52.389.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale statutaire qui s'est tenue le jeudi 20 septembre*

*2001 à 11.00 heures à Luxembourg*

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'Assemblée acte la décision de Monsieur Joseph Winandy de ne pas demander le renouvellement de son mandat, le remercie pour sa précieuse collaboration et nomme en remplacement:
  - \* Monsieur Jean Quintus, Administrateur de sociétés, demeurant à Blaschette, 11, rue de Fischbach
- L'Assemblée décide par ailleurs de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs Koen Lozie et Eric Berg, ainsi que le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Noël Didier.
- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance lors de l'assemblée approuvant les comptes au 30 juin 2002.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 94, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04894/009/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**SODEFI S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 52.389.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue le jeudi 19 septembre*

*2002 à 11.00 heures à Luxembourg*

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'Assemblée décide de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs Koen Lozie, Jean Quintus et Eric Berg, ainsi que le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Noël Didier.
- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance lors de l'assemblée approuvant les comptes au 30 juin 2003.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 94, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04895/009/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2003.

---

**INTERNATIONAL RADIO CONTROL S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.  
H. R. Luxemburg B 39.635.

*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung  
vom Dienstag, den 2. Mai 2002, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:  
Die Versammlung nimmt den Rücktritt an von Frau I. Zerche als Verwaltungsratsmitglied und gibt ihr vollen Entlast.  
Die Versammlung ernennt zum neuen Verwaltungsratsvorsitzenden S. Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg.  
Die Versammlung ernennt zum neuen Verwaltungsratsmitglied G. Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg,  
so dass sich der Verwaltungsrat wie folgt zusammensetzt:  
S. Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg, als Vorsitzende,  
H.-J. Dupré, Rechtsanwalt, Luxemburg,  
G. Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg.  
Die Mandate des Verwaltungsrates erfallen sofort nach der Generalversammlung des Jahres 2008.

Luxemburg, den 2. Mai 2002

Die Versammlung

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 579, fol. 1, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05018/782/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**I-CORP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>.  
R. C. Luxembourg B 41.446.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 95, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2003.

*Pour la société*

FIDUCIAIRE FIBETRUST

Signature

(04896/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**I-CORP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>.  
R. C. Luxembourg B 41.446.

Constituée par acte passé par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 9 septembre 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C n° 609 du 19 décembre 1992, modifiée suivant acte passé par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 12 février 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 849 du 5 octobre 2001.

*Assemblée Générale Ordinaire du 15 novembre 2002*

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société I-CORP S.A., tenue au siège social en date du 15 novembre 2002, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 2001.

1° Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001, ainsi que des rapports de gestion et du commissaire aux comptes.

2° Décharge pleine et entière a été accordée aux administrateurs Monsieur André Gillioz, Monsieur Jean Beissel et Monsieur Jürgen Fischer ainsi qu'au commissaire aux comptes (FIDUCIAIRE FIBETRUST) pour l'exercice de leurs fonctions respectives pour les bilans clôturant au 31 décembre 2001.

3° Le bénéfice de l'exercice 2001 de EUR 71.205,11 est reporté à nouveau.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

I-CORP S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 95, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04901/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**CREGEM CONSEIL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 53.356.

**DISSOLUTION**

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 6 décembre 2002 à 15.00 heures, Monsieur Joseph Treis a été nommé Commissaire à la liquidation.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 6 décembre 2002 à 15.30 heures, que la liquidation de la société, décidée en date du 14 novembre 2002 à 11.30, a été clôturée et que CREGEM CONSEIL LUXEMBOURG S.A., société anonyme holding a définitivement cessé d'exister.

Quitus a été accordé au liquidateur et au Commissaire à la liquidation. Les livres sociaux resteront déposés et conservés pour une période de cinq ans au siège social de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 janvier 2003.

*Pour CREGEM CONSEIL LUXEMBOURG S.A.*

*Société Anonyme Holding liquidée*

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

J.-P. Putz / P. Pasquasy

*Attaché de Direction / Fondé de pouvoir*

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2003, vol. 579, fol. 4, case 3. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(05006/006/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**MADISON JEUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>.  
R. C. Luxembourg B 90.282.

En accord avec la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, la FIDUCIAIRE FIBETRUST, (Société civile d'expertises comptables) ayant son siège social au 38, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg, et la société MADISON JEUX, S.à r.l., immatriculée au registre de commerce N° B 90.282, confirment avoir conclu en date du 17 décembre 2002 un contrat de domiciliation pour une durée indéterminée à cette même adresse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2003.

FIDUCIAIRE FIBETRUST

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 95, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04903/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**ORCO HOTEL GROUP.**

Siège social: Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.  
R. C. Luxembourg B 46.665.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 3 janvier 2003, vol. 578, fol. 57, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Le mandataire

(04906/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**SURIDAM HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 47.290.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 579, fol. 2, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2003.

Signature.

(04927/250/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**SURIDAM HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 47.290.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui a eu lieu à Luxembourg, le 20 décembre 2002*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale que:

- il est donné décharge aux administrateurs de la société et au commissaire aux comptes pour leur mandat durant l'exercice 2001.

- les personnes suivantes sont nommées administrateurs:

M. Paul Mousel, licencié en droit, demeurant à Luxembourg,

M. Guy Harles, maître en droit, demeurant à Luxembourg,

M. Philippe Dupont, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

- la personne suivante et nommée commissaire aux comptes:

M. Claude Kremer, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

- les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'assemblée générale statuant sur les comptes de la société au 31 décembre 2002.

Luxembourg, le 14 janvier 2003.

Pour SURIDAM HOLDING S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 579, fol. 2, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(04928/250/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---



**CHM CONSULTING HIGH MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.  
H. R. Luxemburg B 41.685.

*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung  
vom Dienstag, den 9. Juli 2002, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:  
Die Versammlung erklärt die Abberufung von Herrn W. Voegele als Verwaltungsratsmitglied und gibt ihm vollen Entlast.

Die Versammlung ernennt zum neuen Verwaltungsratsvorsitzenden S. Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg.

Die Versammlung ernennt zum neuen Verwaltungsratsmitglied G. Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg,

so dass sich der Verwaltungsrat wie folgt zusammensetzt:

S. Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg als Vorsitzende,

H.-J. Dupré, Rechtsanwalt, Luxemburg,

G. Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg.

Die Mandate des Verwaltungsrates erfallen sofort nach der Generalversammlung des Jahres 2008.

Luxemburg, den 9. Juli 2002

Die Versammlung

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 579, fol. 1, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05017/782/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**EURO PARTNER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxemburg, 51, avenue Victor Hugo.  
R. C. Luxemburg B 59.254.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2003, vol. 579, fol. 7, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 17 janvier 2003.

Le Conseil d'administration

Signature

(04911/312/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**LUXEMBURGER INVESTITIONS-GRUPPE HOLDING A.G., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.  
H. R. Luxemburg B 72.653.

*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung  
vom Dienstag, den 11. Juni 2002, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Die Versammlung nimmt den Rücktritt an von Frau I. Zerche als Verwaltungsratsmitglied und gibt ihr vollen Entlast.

Die Versammlung beruft Herrn I. Rusetskiy als Verwaltungsratsmitglied ab und gibt ihm vollen Entlast.

Die Versammlung ernennt zum neuen Verwaltungsratsvorsitzenden H.-J. Dupré, Rechtsanwalt, Luxemburg.

Die Versammlung ernennt zum neuen Verwaltungsratsmitglied S. Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg,  
G. Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg,

so dass sich der Verwaltungsrat wie folgt zusammensetzt:

H.-J. Dupré, Rechtsanwalt, Luxemburg, als Vorsitzender,

S. Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg,

G. Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg.

Die Mandate des Verwaltungsrates erfallen sofort nach der Generalversammlung des Jahres 2008.

Luxemburg, den 11. Juni 2002

Die Versammlung

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 579, fol. 1, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05019/782/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**ILLOR II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 64.871.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 90, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

- Report à nouveau ..... - 266.471,90 EUR

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2003.

Signature.

(04917/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**ILLOR I S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 64.870.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 90, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

- Report à nouveau ..... - 266.489,43 EUR

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2003.

Signature.

(04918/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**EXPANSIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 53.142.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 90, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

- Report à nouveau ..... EUR (43.320,72)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2003.

Signature.

(04919/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**AustralAsia STORAGE EQUITIES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 65.025.

In accordance with the circular resolutions of the board of directors of AustralAsia STORAGE EQUITIES S.A. dated 9 January 2003, it has been resolved to acknowledge the resignation of Mark Duke in its capacity as director with effect from 15 December 2002 and to co-opt C. Ronald Blankenship as director of the Company with immediate effect for a term to expire at the next general meeting of shareholders.

Accordingly, the board of directors of the Company is composed as follows:

- Jonathan Duck
- C. Ronald Blankenship
- A. Richard Moore Jr.

The Company is bound by the sole signature of any director.

*On behalf of*

*AustralAsia STORAGE EQUITIES S.A.*

*Signature*

*By: Director*

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2003, vol. 579, fol. 5, case 4. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(05100/250/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**EXPANSIA EUROPA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 47.949.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2003, vol. 578, fol. 90, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

- Report à nouveau ..... EUR (620.286,25)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2003.

Signature.

(04922/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**EGN B.V.**

Siège social: NL-1043 GL Amsterdam, 21-23, Gatwickstraat.

*Extrait du Conseil d'Administration de EGN B.V. en date du 1<sup>er</sup> août 2002*

Radiation de la succursale luxembourgeoise EGN B.V., établie à Luxair Cargo Centre, bureau J 2075-J 2077, Aéroport de Luxembourg, L-1360 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 62.013, suite à la décision du Conseil d'Administration de EGN B.V. en date du 1<sup>er</sup> août 2002 de fermer la succursale de Luxembourg suite au transfert total de ses activités.

Luxembourg, le 15 janvier 2003.

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 100, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04931/250/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**SOGELIFE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 55.612.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 décembre 2002*

Fixation des pouvoirs de signature de M. Edwin Renneboog en sa qualité d'administrateur-délégué.

M. le président rappelle au conseil que lors de sa réunion du 29 janvier dernier, des pouvoirs avaient été délégués à M. Edwin Renneboog conformément à l'article 13 des statuts et à la loi du 23 novembre 1972. Ce dernier a été ensuite nommé administrateur lors de l'assemblée générale du 30 avril 2002.

La délégation des pouvoirs de M. Edwin Renneboog concerne les domaines suivants:

- a) l'exercice devant toute juridiction de toutes actions judiciaires en défense et la représentation de la société devant les tiers,
- b) la réalisation de tous actes liés à la gestion courante nécessaires à la réalisation de l'objet social,
- c) la fixation des dépenses courantes d'administration,
- d) l'arrêt des inventaires et des comptes qu'il soumet au conseil d'administration en vue de leur présentation à l'assemblée générale,
- e) l'établissement de tous chèques, virement, effets nécessaires au fonctionnement de tous comptes de chèques postaux ou auprès de toute banque, de tous comptes de dépôts.

M. le président expose qu'il est apparu nécessaire que les opérations internes (virements de compte à compte) puissent être effectuées sans limite afin de faciliter la gestion interne de la société et que les seuils à partir desquels une double signature devient nécessaire seront augmenter. M. le président propose que M. Edwin Renneboog puisse être libre de signer seul les paiements de prestations liés aux actes d'assurance jusqu'à EUR 300.000,-, la limite de EUR 76.200,- demeurant pour les dépenses courantes.

Le conseil après en avoir délibéré, approuve les modifications des pouvoirs de signature de M. Edwin Renneboog qui lui ont été proposées qui se résument ainsi qu'il suit:

*Sous la seule signature du délégué:*

Pour les opérations liées aux actes d'assurances (tel qu'émission des conditions particulières, avenants, conventions de distribution, etc...) sans limite,

Pour les opérations internes sans limite,

Pour les dépenses courantes jusqu'à EUR 76.200,- ou leur équivalent en devises,

Pour les opérations liées à la fonction - prestations d'assurances jusqu'à EUR 300.000,- ou leur équivalent en devises.

*Sous la signature conjointe du délégué et du président ou d'un administrateur:*

Pour les dépenses courantes au-delà de EUR 76.200,- ou leur équivalent en devises.

Pour les opérations liées à la fonction - prestations d'assurances au-delà de EUR 300.000,- ou leur équivalent en devises.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2003.

P. Jan

*Un administrateur*

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 98, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04920/000/43) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**CLAVITA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>.

R. C. Luxembourg B 56.852.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 95, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2003.

*Pour la société*

FIDUCIAIRE FIBETRUST

Signature

(04898/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**CLAVITA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>.

R. C. Luxembourg B 56.852.

Constituée par acte passé par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 24 octobre 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 40 du 30 janvier 1997, modifiée suivant acte passé devant le même notaire en date du 14 septembre 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 287 du 20 février 2002.

*Assemblée Générale Ordinaire du 15 novembre 2002*

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société CLAVITA S.A., tenue au siège social en date du 15 novembre 2002, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes pour les comptes annuels de 2001.

1° Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001, ainsi que des rapports de gestion et du commissaire aux comptes.

2° Décharge pleine et entière a été accordée aux administrateurs Monsieur André Gillioz, Monsieur Jean Beissel et Monsieur Jürgen Fischer ainsi qu'au commissaire aux comptes (UNIVERSALIA FIDUCIAIRE S.A.) pour l'exercice de leurs fonctions respectives pour les bilans clôturant au 31 décembre 2001.

3° La perte de l'exercice de EUR 98.052,41 est reportée à nouveau.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CLAVITA S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 95, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04902/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**EQUANT SAS.**

Siège social: F-92400 Courbevoie, 14, villa des Fleurs.

*Extrait du Conseil d'Administration de EQUANT S.A.S., en date du 2 avril 2002*

Radiation de la succursale luxembourgeoise EQUANT S.A.S., établie à Luxair Cargo Centre, Aéroport de Luxembourg, L-1360 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 45.518, suite à la décision du Conseil d'Administration de EGN B.V. en date du 2 avril 2002 de fermer la succursale de Luxembourg suite au transfert total de ses activités.

Luxembourg, le 15 janvier 2003.

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2003, vol. 578, fol. 100, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(04932/250/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

---

**TriIDM WROCLAW, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-1542 Luxembourg, 28, rue Jean-Baptiste Fresez.  
R. C. Luxembourg B 71.313.

*Resolution by the sole partner of the Company*

The undersigned:

TrizecHahn EUROPE PROPERTIES, S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 28, rue Jean-Baptiste Fresez, L-1542 Luxembourg.  
Being the sole partner, acting in place of the general meeting of the partner, of the Company.

Has taken the following resolutions:

- to revoke Mrs Robin Campbell and Mr Robert Fryer as Managers of the Company;
- to grant full discharge to Mrs Robin Campbell and to Mr Robert Fryer for their mandate;
- to appoint Messrs Robert Wickham, residing at 1267 Cleaver Drive, Oakville, Ontario, Canada, L6J 1W2 and Bradley Unsworth residing at 11 Pasteurstraat, NL-1097 ER Amsterdam, Netherlands, as new Managers of the Company for an indefinite period of time, in addition to Mrs Nancy Whipp.

Done in Luxembourg, on October 17, 2002.

P. Sidebottom

Manager of

TrizecHahn EUROPE PROPERTIES, S.à r.l.

N. Whipp

Manager of

TrizecHahn EUROPE PROPERTIES, S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2002, vol. 577, fol. 74, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(05088/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**PANALPINA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1360 Luxembourg, Cargo Center, Aéroport de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 62.052.

Acte constitutif publié aux pages 7800 et s. du Mémorial C n° 163 du 19 mars 1998.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2003, vol. 579, fol. 7, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(05001/581/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**FLORELLA HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.**

H. R. Luxemburg B 54.076.

Der amtierende Verwaltungsrat hat sein Mandat mit sofortiger Wirkung zum 8. Januar 2003 niedergelegt.

Der amtierende Aufsichtskommissar hat sein Mandat mit sofortiger Wirkung zum 8. Januar 2003 niedergelegt.

Die Gesellschaft hat keinen Sitz mehr unter der Adresse 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxemburg, den 8. Januar 2003.

LUXEMBOURG CONSULTING GROUP S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2003, vol. 578, fol. 87, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05010/782/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2003.

**VMR TOP SELECT FUND, Fonds commun de placement.**

Hiermit erlauben wir uns, Sie darüber zu informieren, dass der Verwaltungsrat der VMR FUND MANAGEMENT S.A. am 31. Januar 2003 mit Wirkung zum 12. Februar 2003 die nachfolgende Änderung im Verwaltungsreglements des Anlagefonds Top Select Fund vorgenommen hat.

In Artikel 7 Anlagerichtlinien für die Anlagepolitik heisst es unter (2) a) nun wie folgt:

Die Verwaltungsgesellschaft hat beschlossen, dass jeder Teilfonds ausschliesslich erwirbt:

I. Anteile an nach dem österreichischen Investmentfondsgesetz oder deutschen Gesetz über Kapitalanlagegesellschaften aufgelegten offenen Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks-, gemischten Wertpapier- und Grundstücks- sowie Altersvorsorgesondervermögen, welche keine Spezialfonds sind, und/oder.

II. Anteile an offenen Investmentvermögen, die keine Spezialfonds sind und bei denen die Anteilinhaber jederzeit das Recht zur Rückgabe ihrer Anteile haben, und die entweder nach dem Investmentfonds-Gesetz in Österreich oder nach

dem Auslandinvestment-Gesetz in Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen oder welche in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investmentaufsicht unterliegen, die der Aufgabe dient, die Anleger zu schützen.

VMR FUND MANAGEMENT S.A.  
(00491/755/19) .

---

**EURO & CURRENCY OPEN, Fonds Commun de Placement.**

The Fund has been put into liquidation on 17th February, 2003 due to the fact that the Fund was not sufficiently large for it to be properly managed. The last net asset value per Unit was calculated on 14th February, 2003.

GLOBAL FUNDS MANAGEMENT S.A. acting as the management company of the Fund, will proceed to the liquidation in accordance with Luxembourg laws and regulations.

It is intended that the liquidation proceeds shall be paid to the Unitholders of the Fund in proportion to the number of Units held by each of them, to the extent possible, by 25th March 2003.

(00430/755/10)

*The Board of Directors.*

---

**SUCO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwée.  
R. C. Luxembourg B 19.755.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET STATUTAIRE**

qui se tiendra au siège, 40, Rangwée, L-2412 Luxembourg, le vendredi 7 mars 2003 à 9.00 heures

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2002; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.  
I (00304/000/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**EUCALYPTUS S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 54.769.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 11 mars 2003 à 10.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur et réélection des administrateurs et du commissaire.
5. Décharge spéciale à accorder à l'administrateur démissionnaire.
6. Divers.

I (00373/660/16)

*Pour le Conseil d'Administration.*

---

**COFICAP S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 37.625.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des actionnaires, qui se tiendra au siège social à Luxembourg, 8, boulevard Joseph II, le 17 mars 2003 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes concernant l'année financière se terminant au 31 décembre 2002;
2. Approbation du bilan concernant l'année mentionnée ci-dessus et affectation des résultats;

3. Décharge aux administrateurs et au commissaire;
4. Réélection des administrateurs de la société jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2009;
5. Réélection du Commissaire aux Comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2009;
6. Divers.

I (00407/000/18)

---

**SOPARLU HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R. C. Luxembourg B 35.824.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

du vendredi 28 février 2003 à 14.30 heures au siège de la société, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a. Présentation et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2002;
- b. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat global au 31 décembre 2002;
- c. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- d. Nominations;
- e. Divers.

II (00284/780/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT FINANCIER S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 44.329.

We have pleasure in inviting you to attend the postponed

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of the above Company which will be held at the registered Office in Luxembourg on 27th February 2003 at 11.00 a.m. with the following Agenda:

*Agenda:*

1. Review and approval of the Board of Directors, «Commissaire aux comptes» and Auditors' report for the fiscal year ended on 31st December 2000.
2. Review and approval of the Board of Directors, «Commissaire aux comptes» and Auditors' report for the fiscal year ended on 31st December 2001.
3. Consideration and approval of the financial statements for the fiscal year ended on 31st December 2000.
4. Consideration and approval of the financial statements for the fiscal year ended on 31st December 2001.
5. Allocation of the results for the fiscal year ended on 31st December 2000.
6. Allocation of the results for the fiscal year ended on 31st December 2001.
7. Discharge of liabilities to the Directors, to the «Commissaire aux comptes» and to the Auditors for the fiscal year ended on 31st December 2000.
8. Discharge of liabilities to the Directors, to the «Commissaire aux comptes» and to the Auditors for the fiscal year ended on 31st December 2001.
9. Election or re-election of the Directors, of the «Commissaire aux comptes» and of the Auditors for the fiscal year ending on 31st December 2001.
10. Election or re-election of the Directors, of the «Commissaire aux comptes» and of the Auditors for the fiscal year ending on 31st December 2002.
11. Miscellaneous.

Shareholders wishing to attend and vote at the meeting should inform INVESTMENT BANK LUXEMBOURG S.A., 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg in writing of their intention no later than 25th February 2003.

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. To be valid, a form of proxy must be lodged with IBL INVESTMENT BANK LUXEMBOURG S.A., 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg for the attention of Mrs Sophie Coccetta at your earliest convenience but in any case prior to 26th February 2003 at 5.00 p.m.

The meeting requires no quorum and resolutions will be passed at a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

Please note that the financial statements are available upon request at the registered office of the Company.

II (00320/755/37)

*The Board of Directors.*

---

**GOELAND CROISSANCE, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 72.530.

Messieurs les actionnaires de la SICAV GOELAND CROISSANCE (ci-après la «Société») sont invités à assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de la Société qui se tiendra le jeudi 27 février 2003 à 9.30 heures à Luxembourg, 7, boulevard Joseph II, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Recevoir le rapport du Réviseur à la liquidation
- Acceptation des comptes de liquidation
- Décharge aux administrateurs et au Liquidateur
- Clôture de la liquidation
- Désignation de l'endroit où les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans au moins
- Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui sont dans l'impossibilité d'assister à l'Assemblée Générale Extraordinaire ont la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Les actionnaires, propriétaires de titres au porteur, sont priés de déposer leurs certificats d'actions au moins cinq jours francs avant la date de l'Assemblée, au siège social de la Société.

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

*Le Liquidateur*

II (00180/584/27)

---

**KUNZIT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R. C. Luxembourg B 11.743.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 26 février 2003 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001.
3. Affectation des résultats afférents.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Nominations statutaires.

Les détenteurs d'actions au porteur sont obligés de déposer leurs titres au siège social ou auprès d'une banque au moins cinq jours francs avant l'assemblée pour pouvoir y assister.

II (00236/537/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---